

RAPPORT RELATIF AUX ATELIERS POLYNÉSIENS ORGANISÉS DANS LE CADRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION (EGA)



SOMMAIRE

Synthèse des travaux	p 3
Contexte et objectif des ateliers	p 5
Méthodologie adoptée et déroulement de la concertation en Polynésie française	p 7
Principales actions et mesures proposées	p 10
• Atelier n°11 : Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable	p 10
• Atelier n°13 : Renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation	p 12
• Atelier n°14 : Préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?	P 14
Annexes	p 16
• Annexe 1 : Liste des participants	p 16
• Annexe 2 : Programme des ateliers	p 18
• Annexe 3 : Compte-rendu des ateliers (prestataire ASAE Conseil)	

Synthèse des travaux

L'ensemble des travaux des ateliers et de la consultation publique auprès de la population met en exergue des préoccupations communes qui font consensus tant sur les problématiques soulevées que sur les solutions à apporter, les actions à mettre en œuvre.

Ces éléments traduisent véritablement le besoin de faire évoluer les pratiques agricoles pour tendre vers une agriculture durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement. Une agriculture moderne, qui avance avec son temps pour répondre aux enjeux du 21^{ème} siècle tout en préservant les spécificités polynésiennes et les acteurs du changement au cœur de la dynamique.

Cette transition doit s'appuyer sur une organisation structurée du secteur primaire, qui propose une approche intégrée des filières, valorise les productions et spécificités des archipels comme un véritable atout pour le développement économique, et qui s'appuie sur une collaboration constructive entre acteurs du secteur public et du secteur privé.

Elle ne peut se faire sans une politique agricole claire et engagée pour le changement, proposant une vision précise des objectifs à atteindre et mettant en œuvre les moyens nécessaires à l'accompagnement et au soutien des professionnels, avec une approche globale de la thématique de l'alimentation.

Le levier économique reste un moyen incitatif efficace pour faire évoluer les pratiques et soutenir ainsi les acteurs qui œuvrent pour le développement durable du Pays (subventions en soutien des démarches souhaitées, taxation des produits et pratiques non durables).

Mais d'autres leviers existent également pour impulser et accompagner la transition écologique et solidaire de l'agriculture locale : la formation et l'information.

- Une formation initiale adaptée au contexte local et répondant aux enjeux et aux besoins du développement durable.
- Une formation aux nouvelles techniques et technologies et un accompagnement des producteurs performants (adaptés, cohérents, clairs), pour encourager l'évolution des pratiques agricoles.

L'information régulière, claire et précise, des acteurs du secteur mais également des consommateurs reste essentielle pour encourager l'évolution des comportements et valoriser et soutenir les démarches mises en œuvre.

En effet, pour être efficace et atteindre les objectifs escomptés, l'approche de la politique agricole se doit d'être globale, considérant le sujet de l'Alimentation comme un véritable projet de société, et mobilisant de fait l'ensemble des acteurs.

L'évolution du système agricole actuel ne peut en effet se faire sans un changement des comportements des consommateurs.

Synthèse des travaux

C'est pourquoi, toutes les tables rondes l'ont souligné, la communication demeure l'un des éléments clés pour créer ce cercle vertueux où l'offre tire la demande, et vice-versa. Ce besoin de communication mis en exergue par les travaux s'exprime à différents niveaux :

- Des services vers les acteurs (démarches, aides, systèmes/techniques/pratiques durables, conseil agricole),
- Au sein des services et entre services en charge du secteur primaire,
- Entre les différents acteurs au sein d'une même filière (collaboration constructive),
- Entre acteurs du secteur public et du secteur privé (partenariat, collaboration active),
- Sur les pratiques agricoles locales auprès du consommateur (utilisation des pesticides),
- Pour valoriser le secteur primaire (rôle fondamental du secteur, des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires, pratiques durables existant sur le Territoire, qualités nutritionnelles des produits locaux, enjeux pour le développement durable, etc.)

Enfin, un autre levier important à considérer, concerne le rôle de l'éducation dans l'évolution des comportements alimentaires mais également des pratiques agricoles, en sensibilisant dès le plus jeune âge les citoyens de demain aux enjeux d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous.

Cette sensibilisation ne doit pas simplement se cantonner à la transmission d'informations, mais doit véritablement s'inscrire de façon concrète dans le quotidien des élèves, au sein des établissements scolaires notamment, en collaboration avec les communes :

- Installation de potagers pédagogiques/jardins partagés,
- Education au goût ;
- Démarche globale de l'établissement et au sein de la commune pour le développement durable,
- Approvisionnement en produits locaux du restaurant scolaire,
- Actions de proximité avec les acteurs du secteur primaire,
- Valorisation des circuits-courts.

L'alimentation concerne tous les citoyens, et le soutien des consommateurs est essentiel au développement durable du secteur primaire.

Ces travaux ont ainsi permis de confirmer le réel besoin de changement, soulignant pour ce faire la nécessité de mettre en place une politique agricole globale, structurée, capable de garantir la cohérence et la pérennité de ses actions.

Contexte et objectif des ateliers

Le premier ministre et le ministre de l'agriculture et de l'alimentation ont lancé le 20 juillet 2017 les Etats généraux de l'alimentation qui ont pour vocation de définir une feuille de route nationale ou agenda des solutions, grâce aux travaux de 14 ateliers thématiques répartis en 2 principaux chantiers :

- La création et la répartition des valeurs ;
- Une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous.

Ces états généraux s'articulent ainsi autour des quatre axes suivants :

- relancer la création de valeur et en assurer l'équitable répartition ;
- permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail par le paiement de prix justes ;
- accompagner la transformation des modèles de production afin de répondre davantage aux attentes et aux besoins des consommateurs ;
- promouvoir les choix de consommation privilégiant une alimentation toujours plus saine, sûre et durable.

L'ensemble des parties prenantes (monde agricole et de la pêche, industrie agroalimentaire, distribution, consommateurs, restauration collective, élus, partenaires sociaux, acteurs de l'économie sociale et solidaire, et de la santé, associations, banques, assurances...) est invité à participer au débat qui se poursuit en France métropolitaine jusqu'à fin novembre 2017.

Constatant que les 4 axes de réflexion proposés correspondaient à l'identique aux grandes problématiques se posant au secteur agricole en Polynésie française et conscient de l'intérêt d'une telle démarche, le Ministère du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines, la Direction de l'agriculture et la Chambre de l'agriculture et de la Pêche lagonaire ont souhaité participer à ces Etats généraux en conduisant de la même manière des travaux de réflexion dans le cadre des ateliers dont les thèmes étaient considérés comme les plus pertinents vis-à-vis de l'agriculture polynésienne.

Les thématiques retenues ont été les suivantes :

- atelier n° 1 : réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable. (atelier n°11 des EGA) ;
- atelier n° 2 : renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation. (atelier n°13 des EGA) ;
- atelier n° 3 : préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ? (atelier n°14 des EGA).

Contexte et objectif des ateliers

L'objectif de ces ateliers polynésiens, similaire à celui des ateliers nationaux, à consister principalement à identifier, avec tous les partenaires concernés, les actions et mesures concrètes propres au contexte de la Polynésie française en vue d'amorcer une transition vers une alimentation plus saine, sûre et durable.

Les conclusions de ces ateliers seront par ailleurs utilisées lors des travaux d'élaboration du schéma directeur de l'agriculture de Polynésie française qui se dérouleront au 1^{er} semestre 2018.



Méthodologie adoptée et déroulement de la concertation en Polynésie française

Les ateliers polynésiens des Etats généraux de l'alimentation ont été organisés conjointement par la Chambre de l'agriculture et de la pêche et par la Direction de l'agriculture, avec l'appui d'un prestataire, ASAE CONSEIL (voir compte-rendu et synthèse en annexe).

La concertation s'est déroulée en 2 temps :

- par l'organisation de tables rondes sur chacun des thèmes retenus ;
- par une consultation tout public à base d'un questionnaire mis en ligne sur les sites internet et les pages Facebook de la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire et de la Direction de l'agriculture.

Les participants de la concertation

La consultation publique était ouverte à toute la population polynésienne. 14 personnes âgés de 26 à 57 ans ont répondu au questionnaire.

Les participants aux tables rondes ont été invités par courrier, courriel et appel téléphonique. La liste des invités est indiquée en annexe 1 de la présente note. Au total 60 organismes et entités gouvernementaux, professionnels ou associatifs ont été contactés.

Les tables rondes ont réuni au total 98 personnes réparties comme suit :

- 42 personnes pour l'atelier n° 1 (Réussir la transition écologique et solidaire de l'agriculture)
- 26 personnes pour l'atelier n° 2 (Renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture)
- 30 personnes pour l'atelier n° 3 (Préparer l'avenir)

Le lieu et la date des tables rondes

Les 3 ateliers polynésiens des Etats généraux de l'alimentation se sont déroulés sur 3 demi-journées sous le grand chapiteau de la Présidence de la Polynésie française, avenue Pouvanaa a Oopa à Papeete les lundi 9 et mardi 10 octobre 2017.

L'événement a été ouvert par le représentant du Haut-Commissaire et le Ministre des ressources primaires. L'annexe 2 présente le programme détaillé des 3 ateliers.

Méthodologie adoptée et déroulement de la concertation en Polynésie française

Thèmes et questions retenus par atelier

Les participants de chaque table ronde avaient le choix entre 2 questions différentes d'un même thème. Une seule devait être traitée pendant les 90 minutes imparties. Deux des 6 questions proposées n'ont pas été choisies et n'ont donc pas fait l'objet de propositions.

Les thèmes et questions proposés pour chacun des ateliers ont été les suivants :

Atelier n° 1 (11 des EGA métropolitains) : réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable.

1°) Comment réduire la dépendance liée aux intrants (pesticides, antibiotiques, antiparasitaires, biocides, engrais minéraux, alimentation animale) ?

Aucune table ronde n'a choisi de traiter cette question.

2°) Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

2 tables rondes sur 4 ont choisi de traiter cette question.

3°) Quels leviers économiques et/ou organisationnels mettre en œuvre au niveau local pour garantir la transition vers une agriculture plus durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement ?

2 tables rondes sur 4 ont choisi de traiter cette question.

Atelier n° 2 (13 des EGA métropolitains) : renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation.

1°) Comment rendre les métiers de l'agriculture et des filières alimentaires plus attractifs ?

Quels leviers (financiers, techniques, organisationnels, etc.), quels secteurs d'activité développer ?

2 tables rondes sur 3 ont choisi de traiter cette question.

2°) Quelles compétences et/ou techniques développer au niveau local pour répondre aux enjeux d'une alimentation saine et durable ?

1 table ronde sur 3 a choisi de traiter cette question.

3°) Comment valoriser les connaissances et pratiques traditionnelles en matière d'agriculture et de transformation/conservation des aliments ?

Aucune table ronde n'a choisi de traiter cette question.

Méthodologie adoptée et déroulement de la concertation en Polynésie française

Atelier n° 3 (14 des EGA métropolitains) : préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?

1°) Comment optimiser la participation des archipels éloignés à la couverture des besoins alimentaires de la population ? Quels moyens organisationnels, *techniques, financiers, développer* ?

1 table ronde sur 3 a choisi de traiter cette question.

2°) Quelles évolutions d'organisation envisager pour une meilleure structuration des filières ?

1 table ronde sur 3 a choisi de traiter cette question.

3°) Quelles sont les priorités en matière de recherche et développement et d'innovation pour étendre les pratiques agricoles durables sur le fenua ?

1 table ronde sur 3 a choisi de traiter cette question.

Consultation publique menée sur internet

Elle n'a pas apporté de propositions significativement différentes de celles développées dans les différents ateliers. Les résultats de la consultation sont présentés dans le rapport d'ASAE CONSEIL joint en annexe.

Principales actions et mesures proposées

Atelier n°1 : réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable.

Cet atelier a réuni 42 personnes réparties en 4 tables rondes.

Les participants à cet atelier étaient amenés à réfléchir sur les stratégies à mettre en place pour développer les filières locales et sur les leviers à mettre en œuvre pour garantir la transition vers une agriculture plus durable.

Contexte polynésien

Malgré des conditions pédoclimatiques favorables, l'agriculture n'occupe que 10% des terres émergées en Polynésie française soit environ 39 000 ha dont 74% sont couverts de cocoteraies. Les cultures de fruits, légumes et autres produits vivriers utiles à l'alimentation sont présentes sur 11% de la SAU soit 3 000 ha.

La production locale couvre, en quantité, 70% des fruits consommés et 40% des légumes. La part importante des produits importés dans l'alimentation du polynésien provient, avant tout, de son mode de consommation calqué sur celui du métropolitain et qui inclut de nombreux fruits et légumes des régions tempérées. A titre d'exemple, la pomme et l'orange importée sont parmi les fruits les plus consommés en Polynésie française, notamment dans les cantines scolaires. En 2016 L'importation d'oranges et de pommes a représenté respectivement 28% et 27% de l'importation totale de fruits en 2016. Aussi, il semblait important d'orienter la réflexion vers le développement de filières locales afin d'utiliser pleinement les potentialités agronomiques de la Polynésie française.

L'attrait du consommateur polynésien vers des produits frais des zones tempérées, comme les tomates par exemple, ont poussé certains maraîchers à s'engager dans une agriculture gourmande en intrants chimiques afin de surmonter les difficultés de production de ces légumes peu adaptés au climat subtropical du Pays et notamment de maîtriser les nombreux ravageurs et maladies qui s'y attaquent. Cette haute technicité, nécessaire pour garantir un rendement satisfaisant de la culture, s'avère onéreuse et parfois peu respectueuse de l'environnement. Aussi, une transition vers une agriculture plus durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement est nécessaire en Polynésie française. Les surfaces certifiées en mode de production « agriculture biologique » ne représentent, à ce jour, qu'à peine 60 hectares.

Principales actions et mesures proposées

Principaux points stratégiques identifiés comme prioritaires

➔ Capitaliser sur la communication pour :

- provoquer une prise de conscience collective des producteurs comme des consommateurs de l'intérêt et des enjeux d'une alimentation saine, durable et accessible à tous ;
- valoriser l'agriculture locale à travers ses produits et ses acteurs, en mettant notamment en avant les qualités nutritionnelles des produits locaux et en revalorisant le secteur primaire qui joue un rôle fondamental dans le développement économique durable du Pays ;
- privilégier le dialogue entre les différents acteurs des filières agricoles : producteurs et distributeurs ;

➔ Optimiser l'organisation du secteur primaire et structurer les filières en :

- renforçant la collaboration des différents acteurs ;
- garantissant la régularité de l'approvisionnement /écoulement des productions locales ;
- valorisant les productions des archipels éloignés, comme les carottes, pommes de terre ou litchis des Australes qui bénéficient d'un climat plus frais ou encore les agrumes des Marquises ;
- préservant et même accroissant les surfaces dédiées à l'agriculture ;

➔ Renforcer le soutien aux acteurs du secteur primaire pour faire émerger les pratiques agricoles durables en accompagnant techniquement, administrativement et financièrement les porteurs de projet et les producteurs ;

➔ Développer l'agro-transformation et soutenir l'innovation pour encourager l'émergence de nouvelles filières locales qui valorisent les produits locaux du Fenua et contribuent à son développement économique, y compris dans les archipels éloignés. Le récent concours d'agro-industrie a, par exemple, primé des projets comme la transformation de fruits dont l'usine est basée à Nuku-Hiva aux Marquises ou encore la fabrication de cuir de poisson qui valorise les déchets de la pêche. Ces projets d'agro-transformation étaient portés par de jeunes entrepreneurs promettant un avenir riche pour certaines filières issues du secteur primaire.

Principales actions et mesures proposées

Atelier n°2 : renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation.

Cet atelier a réuni 26 personnes réparties en 3 tables rondes.

Contexte polynésien

En Polynésie française, de nombreux établissements sont impliqués dans la formation agricole. Proposée par le ministère de l'éducation nationale comme le ministère de l'agriculture, par le secteur public comme par des organismes de formation privée, l'offre est vaste et présente dans les 5 archipels de la Polynésie française pour les formations initiales de niveau V.

Citons par exemple le réseau des 8 maisons familiales et rurales (MFR) polynésiennes qui proposent des formations diplômantes par apprentissage et qui dépendent du ministère de l'agriculture ou encore les centres des jeunes adolescents qui dépendent du ministère de l'éducation nationale.

La Polynésie française est également équipée d'un Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPEFPA) situé à Moorea dans l'archipel de la Société et composé d'un lycée agricole qui dispense des formations initiales jusqu'au niveau BTS, d'un centre de formation professionnel et de promotion agricoles (CFPPA) pour la formation continue des agriculteurs et d'une exploitation agricole, support pédagogique pour les élèves.

Les adultes qui souhaitent se reconvertir ou approfondir certaines de leurs connaissances agricoles disposent également d'autres formations plus ou moins longues, parfois même diplômantes, mises en place par le ministère du travail et de la fonction publique, le ministère des ressources primaires ou encore la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie française.

Pourtant le dernier recensement agricole de 2012 a montré que 91% des chefs d'exploitation n'ont pas reçu de formation agricole et que le vieillissement des agriculteurs se poursuit avec un âge moyen de 49 ans. Environ 15 000 personnes (11% de la population active) travaillent dans l'agriculture en Polynésie française.

Principales actions et mesures proposées

Principaux points stratégiques identifiés comme prioritaires

- ➔ **Faciliter l'accès aux métiers de l'agriculture et des filières alimentaires** en :
 - instaurant dans le cursus de l'étudiant une mise en situation pratique ;
 - proposant au diplômé, à l'issue de la formation, un parcours à l'installation et en faisant connaître l'ensemble des aides à l'installation existant sur le Fenua ;
 - favorisant les formations à l'extérieur du Pays, et notamment dans la zone Pacifique ;
 - diversifiant les offres de formation en y intégrant des filières qualité et en abordant une filière de la production à la commercialisation ;
 - renforçant l'accompagnement du porteur de projet dans ses démarches et en proposant un conseil agricole adapté ;
 - facilitant l'accès aux terres destinées à l'exploitation agricole.

- ➔ **Susciter l'envie d'exercer ces métiers ou de développer l'activité et faire évoluer les pratiques** en :
 - revalorisant l'image du métier d'agriculteur par la communication ;
 - renforçant le conseil agricole auprès des professionnels ;
 - facilitant l'accès à des formations de perfectionnement ;
 - encourageant financièrement les projets innovants ;
 - structurant et professionnalisant davantage les secteurs où l'activité reste encore artisanale ;
 - développant une concertation Pays/Commune pour faciliter et soutenir le développement de l'activité agricole.

Tous les participants ont souligné le fait que ces métiers de l'agriculture et des filières alimentaires pourraient être davantage exercés par des femmes.

Concernant le grand public, les actions proposées par les participants à cet atelier visent à **promouvoir le secteur primaire auprès des consommateurs** en raison du rôle majeur qu'ils jouent dans les enjeux d'une alimentation durable. Ces mesures sont les suivantes :

- ➔ **encourager et participer au développement de projets pédagogiques** proposant une approche globale pour la promotion d'une alimentation de qualité et valorisant la consommation de produits locaux ;
- ➔ **proposer davantage de plats à base de produits locaux dans la restauration collective** ;
- ➔ **développer un partenariat entre les services de l'agriculture et les acteurs œuvrant sur le terrain** pour promouvoir une alimentation saine et durable et valoriser les acteurs du secteur.

Principales actions et mesures proposées

Atelier n°3 : préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?

Cet atelier a réuni 30 personnes réparties en 3 tables rondes.

Contexte polynésien

La Polynésie française est un territoire géographique vaste comme l'Europe, composé de 118 îles dont 78 habitées et regroupées en 5 archipels. Les 270 000 habitants se répartissent inégalement puisque 88% sont situés dans l'archipel de la Société, 6% aux Tuamotu-Gambier et 3% respectivement aux Australes et aux Marquises.

Ainsi, la Société, où sont également situés les points d'entrées maritimes et aériennes du Pays concentre les $\frac{3}{4}$ de la population. L'archipel produit également 78% des légumes et 91% des fruits commercialisés en Polynésie française sur seulement 13% de la SAU du Fenua. Le déséquilibre est donc important entre cet archipel et tous les autres qui pourtant offrent, notamment dans les îles hautes, des terres agricoles de qualité à ce jour sous-exploitées.

L'attrait de Tahiti est toujours très fort auprès notamment des jeunes polynésiens qui y viennent d'abord pour y poursuivre des études et s'y installent ensuite pour y travailler estimant qu'il est plus facile de développer une activité, même agricole au plus près des différents marchés économiques.

Profiter de l'ensemble des potentialités agricoles de la Polynésie française pour développer ce secteur et mieux répartir les productions entre les archipels est donc un véritable défi demandant des moyens structurants importants et coûteux pour la Collectivité d'autant plus que le principal marché de consommation est actuellement localisé aux Îles-du-Vent (archipel de la Société).

Principales actions et mesures proposées

Principaux points stratégiques identifiés comme prioritaires

- ➔ **Un système structuré et répondant aux spécificités locales** par :
 - la création d'un guichet unique pour les démarches administratives et différentes demandes d'aide ;
 - une optimisation du fonctionnement des coopératives ;
 - un transport maritime des marchandises entre les archipels sûr et performant ;
 - un contrôle sanitaire entre les îles renforcé ;
 - un encouragement par des incitations financières et techniques à l'installation de jeunes producteurs dans les archipels autres que celui de la Société ;
 - un développement encadré de l'agro-transformation ;
 - la désignation d'un « coordinateur » de filière.

- ➔ **Des acteurs valorisés** par :
 - une formation initiale adaptée intégrant la gestion entrepreneuriale et la mise en situation pratique obligatoire ;
 - un parcours à l'installation identifié et connu de tous ;
 - un renforcement du conseil agricole auprès des acteurs ;
 - un accès facilité aux outils, matériels et techniques innovants et performants ;
 - la mise à disposition d'indicateurs de gestion afin de mieux évaluer la rentabilité de l'entreprise.

- ➔ **Des productions locales valorisées** par des labels de qualité.

- ➔ **Des consommateurs rassurés** et également acteurs du développement du secteur primaire par :
 - des campagnes de communication régulières sur les pratiques agricoles des professionnels et sur les enjeux d'une alimentation durable ;
 - des incitations au développement et au soutien des projets innovants.

- 1 - Liste des participants*
- 2 - Programme des ateliers*
- 3 - Compte-rendu des ateliers (ASAE Conseil)*

ANNEXES

Annexe 1

Liste des invités aux tables rondes des ateliers polynésiens des Etats généraux de l'Alimentation (1/2)

Leur présence effective est indiquée en surligné dans le tableau

	Atelier n° 1	Atelier n° 2	Atelier n° 3
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	1		1
Association SPG BIOFETIA	1		2
Association consommateurs TE TIA ARA	2	1	1
Asociation TAMA'A API COOP	2		1
Caisse de prévoyance sociale	1		1
Centre des jeunes adolescents (CJA)	4	1	1
Centre d'hygiène et de salubrité publique	1		
Centre d'information et d'orientation		1	
Centre de formation pour adultes		1	
Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	1		
Chambre de commerce d'industrie, des services et des métiers	1		1
Conseil des femmes	3		3
Conseil économique, social et culturel	1		
Conseil des professionnels de l'hôtellerie	2		
Conservatoire national des arts et métiers		1	
Croix rouge	1		1
Délégation à la recherche			1
Direction de l'agriculture	5	2	3
Direction de la biosécurité	1	1	1
Direction de l'environnement de Polynésie française	1	1	1
Direction de la santé	1		1
Direction régionale des douanes			1
Direction des ressources marines et minières	1		1
Direction de l'enseignement catholique		2	
Direction de l'enseignement protestant		1	
Direction générale de l'éducation et des enseignements	2	1	1
Direction générale des affaires économiques	1		1
Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole	1	3	
Fédération des associations de protection de l'environnement	1		
Fédération générale du commerce	1		1
Fédération polynésienne des associations des parents d'élèves	1	1	
Fond paritaire de gestion	2	3	4
Formations religieuses	1		1

Annexe 1

Liste des invités aux tables rondes des ateliers polynésiens des Etats généraux de l'Alimentation (2/2)

Leur présence effective est indiquée en surligné dans le tableau

	Atelier n° 1	Atelier n° 2	Atelier n° 3
Industries agro-alimentaires	1	1	1
Kai Hotu Rau	1		
Maires	1	1	1
Maisons familiales et rurales		1	
Médecin nutritionniste	1		
Ministère de l'éducation et de la recherche		1	1
Ministère de la culture, de l'environnement et de l'artisanat	1		1
Ministère de la santé et de la solidarité	1		1
Ministère des ressources primaires	1	1	1
Newrest	2		1
Organismes de financement (ADIE, SOFIDEP, Banque SOCREDO)			1
Organismes de formation (Doceo formation/ Api formation)		2	
Organismes de recherche (CRIOBE/Station GUMP/IFREMER)			2
Prestataires intervenant auprès des éts scolaires		1	
Producteurs agricoles/éleveurs/pêcheurs	3	2	2

Annexe 2

Programme des ateliers

Lundi 09 Octobre 2017 - PRESIDENCE - Grand chapiteau - Papeete

Heures	Déroulement	Intervenant	Espace sur site
13h	Accueil des participants	-	Espace Info/Rest.
13h30	Ouverture officielle des ateliers polynésiens des EGA 2017	Ministre (MPF)	En plénière
13h45	Atelier 1 - Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable.		
	Point de situation sur l'agriculture en Polynésie française. Les enjeux d'une "Alimentation durable".	DAG	
14h	Travaux de réflexion par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
15h30	<i>Pause</i>	-	Espace Restauration
15h45	Synthèse des propositions par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
16h	Restitution orale des synthèses	Groupes de travail	En plénière
16h30	Fin de la première journée d'ateliers		

Mardi 10 Octobre 2017- PRESIDENCE - Grand chapiteau - Papeete

Heures	Déroulement	Intervenant	Espace sur site
7h30	Accueil des participants	-	Espace Info/Rest.
8h	Atelier 2 - Renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation.		En plénière
	- Point de situation en Polynésie française. - Témoignage : "Etre agriculteur aujourd'hui en Polynésie française".	EPEFPA Agriculteur	
8h30	Travaux de réflexion par groupe	Groupes de travail	
10h00	<i>Pause</i>	-	Espace Restauration
10h15	Synthèse des propositions par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
10h30	Restitution orale des travaux des synthèses	Groupes de travail	En plénière
11h00	Fin des ateliers de la matinée		
13h	Accueil des participants	-	Espace Info/Rest.
13h30	Atelier 3 - Préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?		En plénière
	Point de situation / Enjeux / Politique agricole	MPF (Ministère)	
14h	Travaux de réflexion par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
15h30	<i>Pause</i>	-	Espace Restauration
15h45	Synthèse des propositions par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
16h	Restitution orale des synthèses	Groupes de travail	En plénière
16h30	Conclusions et clôture des Ateliers polynésiens des EGA 2017	CAPL/DAG/MPF	
FIN DES ATELIERS			

LES ATELIERS POLYNÉSIENS

DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Lundi 09 et Mardi 10 Octobre 2017

- Présidence de la Polynésie française -

-SYNTHESE DES TRAVAUX-



SOMMAIRE

Introduction	p 3
• Contexte / Objectifs	p 3
• Démarche	p 4
• Programme des ateliers	p 5
• Liste des invités	p 6
Atelier 1	p 7
• Questions / Participants	p 8
• Restitution des travaux des tables rondes	p 9
<i>Groupe 1 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 9</i>
<i>Groupe 2 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 12</i>
<i>Groupe 4 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 14</i>
<i>Groupe 3 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 16</i>
• Synthèse des travaux	p 18
Atelier 2	p 23
• Questions / Participants	p 24
• Restitution des travaux des tables rondes	p 25
<i>Groupe 1 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 25</i>
<i>Groupe 2 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 27</i>
<i>Groupe 3 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 29</i>
• Synthèse des travaux	p 32
Atelier 3	p 35
• Questions / Participants	p 36
• Restitution des travaux des tables rondes	p 37
<i>Groupe 1 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 37</i>
<i>Groupe 2 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 40</i>
<i>Groupe 3 : Question retenue / Composition de la table ronde / Propositions</i>	<i>p 43</i>
• Synthèse des travaux	p 47
Consultation publique	p 50
• Questions / Participants	p 51
• Restitution des travaux	p 52
Synthèse générale des travaux	p 58

INTRODUCTION

Contexte

A l'occasion des Etats généraux de l'Alimentation (EGA), lancés en Métropole le 20 juillet dernier par le Premier ministre et le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, et afin de s'inscrire dans la continuité de la Foire agricole 2017, le Ministère du Développement des Ressources Primaires (MPF) a organisé, les 09 et 10 Octobre, à la Présidence de Polynésie française, des travaux de réflexion portant sur des problématiques locales en lien avec 3 thématiques des Etats généraux :

Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable. (*Atelier n°11 des EGA*)

Renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation. (*Atelier n°13 des EGA*)

Préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ? (*Atelier n°14 des EGA*)

Objectifs

L'objectif de ces ateliers est double :

- **Participer** à cet exercice inédit de **démocratie participative** initié en Métropole, et soumettre ainsi la contribution de la Polynésie française au Gouvernement français.
- **Identifier et proposer des pistes d'action et mesures concrètes**, propres au contexte de la Polynésie française, qui permettront d'amorcer la transition vers une alimentation plus saine, sûre et durable.

L'ensemble des parties prenantes a ainsi été invité à participer aux **tables rondes** qui se sont succédées pour répondre aux problématiques soulevées par ces 3 ateliers.

INTRODUCTION

Démarche

1. Méthodologie

Un groupe de travail réunissant un représentant de la Chambre de l'Agriculture et de la Pêche Lagonaire (CAPL), un représentant de la Direction de l'Agriculture (DAG) et le consultant en charge de la rédaction de la synthèse des travaux des ateliers, avait pour mission de :

- Décliner la thématique générale de chaque atelier en 3 questions clés ;
- Identifier les participants aux différentes tables rondes des ateliers ;
- Définir le programme des ateliers et identifier les intervenants chargés de mettre en exergue, en ouverture de séance, la situation au niveau local et les enjeux de la thématique considérée ;
- Réaliser l'ensemble des documents supports nécessaires aux travaux de réflexion des ateliers.

2. Déroulement des tables rondes

Les travaux de réflexion de chaque atelier se sont organisés autour de 4 tables rondes, de 10 personnes chacune en moyenne. Sur chaque table, les participants avaient le choix entre 2 questions.

Chaque atelier s'est tenu sur une **demi-journée**, et s'est déroulé de la façon suivante :

- Présentation de l'atelier
- Introduction à la thématique générale de l'atelier (Point de situation, enjeux).
- Tables rondes : session de travail par groupe de 8 à 10 personnes, avec une question à traiter par table.
- Restitution en plénière par les rapporteurs de chacune des tables.
- Session Questions/Réponses/Débats.
- Clôture de l'atelier.

INTRODUCTION

Programme des ateliers

Lundi 09 Octobre 2017 - PRESIDENCE - Grand chapiteau - Papeete

Heures	Déroulement	Intervenant	Espace sur site
13h	Accueil des participants	-	Espace Info/Rest.
13h30	Ouverture officielle des ateliers polynésiens des EGA 2017	Ministre (MPF)	En plénière
13h45	Atelier 1 - Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable.		
	Point de situation sur l'agriculture en Polynésie française. Les enjeux d'une "Alimentation durable".	DAG	
14h	Travaux de réflexion par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
15h30	Pause	-	Espace Restauration
15h45	Synthèse des propositions par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
16h	Restitution orale des synthèses	Groupes de travail	En plénière
16h30	Fin de la première journée d'ateliers		

Mardi 10 Octobre 2017- PRESIDENCE - Grand chapiteau - Papeete

Heures	Déroulement	Intervenant	Espace sur site
7h30	Accueil des participants	-	Espace Info/Rest.
8h	Atelier 2 - Renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation.		En plénière
	- Point de situation en Polynésie française. - Témoignage : "Etre agriculteur aujourd'hui en Polynésie française".	EPEFPA Agriculteur	
8h30	Travaux de réflexion par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
10h00	Pause	-	Espace Restauration
10h15	Synthèse des propositions par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
10h30	Restitution orale des travaux des synthèses	Groupes de travail	En plénière
11h00	Fin des ateliers de la matinée		
13h	Accueil des participants	-	Espace Info/Rest.
13h30	Atelier 3 - Préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?		En plénière
	Point de situation / Enjeux / Politique agricole	MPF (Ministère)	
14h	Travaux de réflexion par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
15h30	Pause	-	Espace Restauration
15h45	Synthèse des propositions par groupe	Groupes de travail	Tables rondes
16h	Restitution orale des synthèses	Groupes de travail	En plénière
16h30	Conclusions et clôture des Ateliers polynésiens des EGA 2017	CAPL/DAG/MPF	En plénière

FIN DES ATELIERS

INTRODUCTION

Liste des invités

ORGANISMES	AT.1	AT.2	AT.3
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	X		X
Association SPG Biofetia	X		X
Association des consommateurs Te Tia Ara	X		
Association TAMA'A API COOP	X		X
Caisse de Prévoyance Sociale (CPS)	X		X
Centre d'Hygiène et de Salubrité Publique (CHSP)	X		
Centre d'information et d'orientation (CIO)		X	
Centre de formation pour adultes (CFPA)		X	
Chambre de Commerce, d'Industrie, des Services et des Métiers (CCISM)	X		X
Conseil des Femmes	X		
Conseil économique, social et culturel (CESC)	X		
Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)		X	
Croix rouge	X		X
Délégation à la Recherche			X
Département de l'agriculture (DAG)	X	X	X
Département de la biosécurité (BDS)	X	X	X
Direction de l'Environnement de Polynésie Française (DIREN)	X		X
Direction de la Santé (DS)	X		X
Direction des Douanes			X
Direction des ressources marines et minières (DRMM)	X		X
Direction enseignement catholique (DEC)		X	
Direction enseignement protestant (DEP)		X	
Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)	X	X	X
Direction générale des affaires économiques (DGAE)	X		X
Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA)		X	
Fédération des associations de préservation de l'environnement	X		
Fédération Générale du Commerce	X		X
Fédération polynésienne des associations des parents d'élèves	X	X	
Fonds Paritaire de Gestion		X	
Formations religieuses	X		X
Industries agroalimentaires	X	X	X
KAI HOTU RAU	X		
Maires	X	X	X
Maisons familiales rurales		X	
Médecin nutritionniste	X		
Ministère de l'éducation et de la recherche		X	X
Ministère de la culture, de l'environnement et de l'artisanat	X		X
Ministère de la santé et de la solidarité	X		X
Ministère du développement des ressources primaires	X	X	X
Newrest	X		X
Organismes de financement : ADIE, SOFIDEP, Banque SOCREDO			3
Organismes de formation : Doceo formation / Api formation		X	
Organismes de recherche : CRIOBE / Station GUMP (Berkeley) / IFREMER			X
Prestataires/Professionnels intervenant auprès des établissements scolaires		X	
Producteurs agricoles/Éleveurs/Pêcheurs	X	X	X
Référent INTEGRE	X		X
Référent POET COM	X		X
Représentant de l'Assemblée de Polynésie française	X	X	X
Représentant de l'Etat	X	X	X
Syndicat des restaurateurs	X	X	
Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle		X	
Sociétés de communication (Médias)		X	X
Structures pour la réinsertion des jeunes (St Amélie) Uruai a Tama		X	
Syndicat des Industriels de Polynésie française (SIPOF)	X	X	X
Société FENUA MA	X		
Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPF)	X	X	X
TAHITI FAAHOTU			X
Université de la Polynésie Française		X	
Vice présidence	X		X
Vice-Rectorat		X	

LES ATELIERS POLYNÉSIENS

DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Réussir la transition écologique et
solidaire de notre agriculture en
promouvant une alimentation durable

ATELIER 1



ATELIER 1

Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable

Questions proposées :

1. Comment réduire la **dépendance liée aux intrants** (pesticides, antibiotiques, antiparasitaires, biocides, engrais minéraux, alimentation animale) ?*
2. Quelles **stratégies** mettre en place **pour développer les filières locales**, tout en répondant aux attentes du **consommateur** en matière de santé et de développement durable ?
3. Quels **leviers économiques et/ou organisationnels** mettre en œuvre au niveau local pour garantir la **transition** vers une agriculture plus durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement ?

* Cette question n'a finalement pas été traitée par les tables rondes, et n'a ainsi pas l'objet de travaux de réflexion.

Participants :

(42 personnes)

Organismes/Entités représentés aux tables rondes
Agriculteurs
Association APIS PORINETIA (Apiculteur)
Association TAMA'A API COOP
Centre d'Hygiène et de Salubrité Publique (CHSP)
Chambre d'Agriculture et de Pêche Lagonaire (CAPL)
CJA Arue, PAEA, FAAA, PIRAE
Conseil des Femmes
Conseil des professionnels de l'Hôtellerie (CPH)
Département de la Biosécurité (BDS)
Direction de l'Agriculture (DAG)
Direction de l'Environnement (DIREN)
Direction de la Santé (DS)
Direction générale de l'Education et des Enseignements (DGEE)
Direction générale des Affaires Economiques (DGAE)
Fonds Paritaire de Gestion
Lycée professionnel agricole d'Opunohu - EPEFPA
Représentant de l'Assemblée de Polynésie française (APF)
Représentants de l'Etat
Société Newrest
SPG Bio Fetia
Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française (SPCPF)
Vice-Présidence (VP)

Restitution des travaux

GROUPE 1

Question retenue :

Question 2 - Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

Participants : (10 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
SPG Bio Fetia	Heiva FAATAUIRA
CAPL	Heipua FIRUU-MAITERE
Conseil des Femmes	Chantal GALENON
CJA Arue	Jean-Jacques HUIOTU
Association TAMA'A API COOP	Charles LAMBERT
Lycée professionnel agricole d'Opunohu	Philippe MAHE
Syndicat pour la Promotion des Communes (SPCPF)	Mihirangi MOEROA
Société Newrest	Arnaud PRADEL
Direction de l'Environnement (DIREN)	Francine TSIYOU FOUC
Fonds Paritaire de Gestion	Marie-Odile TURGOT

Restitution des travaux

GROUPE 1

Q.2 - Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

Préconisations vis-à-vis des Consommateurs :

- Provoquer une **prise de conscience collective** : faire de la santé un critère prioritaire dans les choix des consommateurs pour réduire la prévalence des problèmes de santé résultant de mauvaises habitudes alimentaires.
- Multiplier les **actions de sensibilisation** visant à promouvoir des pratiques alimentaires plus saines, à valoriser la consommation de produits de qualité, et à soutenir les pratiques agricoles et techniques de production durables.
- S'appuyer sur l'**Education** pour transmettre dès le plus jeune âge le goût pour des aliments de qualité, pour les produits locaux et sensibiliser au développement durable.
- Faciliter l'**accessibilité aux produits locaux**, en jouant sur les prix. (*ex : soutien financier de la filière biologique, surtaxe des intrants, aides au développement des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement*)

Préconisations vis-à-vis des Producteurs :

- Provoquer une **prise de conscience collective** chez les professionnels, en parallèle de celle opérée auprès du consommateur, afin de créer un mouvement général pour et vers une alimentation durable.
- Offrir une **visibilité à long terme** aux producteurs :
 - Mettre en place une **politique publique** de soutien aux filières locales adoptant des pratiques durables et revoir la liste des produits de première nécessité (PPN) ;
 - Instaurer une collaboration positive et constructive avec les distributeurs pour garantir l'écoulement pérenne des productions (**sécurité du marché**).
- Proposer une **professionnalisation accompagnée** des acteurs du secteur primaire visant à encourager la transition vers des pratiques plus durables (aides publiques, accords d'entreprises, formation des producteurs, soutien à la conversion).
- Procéder à une **organisation du secteur** qui s'inscrive pour le développement durable.

Restitution des travaux

GROUPE 1

Q.2 - Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

« De la fourche à la fourchette » :

3 axes majeurs ont été identifiés :

- Permettre une meilleure **répartition de la valeur** (subventions, taxes/détaxes) pour encourager la production et la consommation de produits locaux de qualité sur le marché :
« *Il faut arriver à rendre le taro plus sexy que la frite McCain* »
- Proposer une **organisation performante** pour un fonctionnement optimal des filières :
 - organiser la chaîne logistique et la chaîne de production pour pallier aux difficultés rencontrées par les grands acteurs face à la multitude de petits producteurs locaux ;
 - optimiser l'utilisation des surfaces cultivées (ex: cultures intercalaires).
- Développer et valoriser les **circuits courts** afin de **créer des interactions entre consommateurs et producteurs**, pour (re)créer du lien entre les individus et leurs aliments. *Aujourd'hui, la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation a diminué, ces derniers accordant désormais une part plus importante de leur budget à d'autres postes de dépenses.*

Restitution des travaux

GROUPE 2

Question retenue :

Question 2 - Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

Participants : (10 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
SPG Bio Fetia / Agriculteur	Noël CHOUNE
Conseil des Femmes	Marie EBB-RAIOAOA
Direction de l'Agriculture (DAG)	Eliane GARGANTA
Conseil des professionnels de l'Hôtellerie (CPH)	Teva JONC
Représentant de l'Etat	Yannick LE CORNU
CJA Pirae	Stéphane MAHUTA
Direction de la Santé	Hélène THUAL
Vice-Présidence	Heifara TRAFTON
Direction générale des Affaires Economiques (DGAE)	William VANIZETTE
Direction de l'Agriculture (DAG)	Christine WONG

Restitution des travaux

GROUPE 2

Q.2 - Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

- **Attirer de nouveaux agriculteurs :**
Inciter les jeunes, issus notamment des formations proposées localement et formés aux pratiques agricoles durables, à faire de l'agriculture leur métier.
- **Développer l'accompagnement technique et financier des agriculteurs :**
Renforcer l'accompagnement des porteurs de projets, et des jeunes notamment (accompagnement financier, réduction de la contrainte foncière) et renforcer l'axe Formation/Accompagnement « in situ » pour les agriculteurs amenés à évoluer vers des pratiques plus performantes et respectueuses de l'environnement.
- **Améliorer l'organisation de la collecte des produits agricoles et du réseau de distribution :**
 - Définir des objectifs de production (quantité, qualité, diversité, variété, accessibilité) ;
 - Organiser les filières ;
 - Développer le dialogue interprofessionnel entre producteurs et distributeurs afin de favoriser et garantir l'écoulement des productions locales.
- **Encourager l'agro-transformation et structurer les unités de transformation :** Favoriser le développement de la transformation agroalimentaire pour dépasser la problématique de production en produits bruts uniquement.
Il y a un véritable potentiel au niveau local en matière d'agro-transformation des produits locaux, mais une structuration des unités de production est essentielle pour développer le secteur et offrir ainsi les garanties nécessaires en terme de sécurité, de qualité, et de régularité aux consommateurs.
- **Valoriser la diversité des variétés existantes et accroître leur production :**
Encourager la diversité et la variété des productions agricoles afin de limiter les problématiques liées à la saisonnalité des produits, et permettre ainsi la couverture des besoins sur l'année, sans rupture d'approvisionnement, tant pour les producteurs que pour les consommateurs.
- **Promouvoir de façon positive la production locale :**
L'évolution des comportements alimentaires des consommateurs est essentielle pour réussir la transition vers une agriculture durable, et nécessite de fait d'agir simultanément sur l'offre et la demande, par une communication positive et efficace sur les produits locaux, en valorisant notamment leurs qualités organoleptiques (goût et saveurs).
De nouvelles filières, guidées par la demande (ex : eau de coco), voient le jour, et il est indispensable, pour leur développement, que le consommateur (re)découvre la qualité nutritionnelle et organoleptique des productions locales, vivrières notamment.

Restitution des travaux

GROUPE 4

Question retenue :

Question 2 - Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

Participants : (11 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
Direction de l'Agriculture (DAG)	Valérie ANTRAS
Direction générale de l'Education et des Enseignements (DGEE)	Cathy BOLZE
Conseil des professionnels de l'Hôtellerie (CPH)	Guillaume BOSIO
Conseil des Femmes	Mickaëla FOLITUU
Direction de l'Agriculture (DAG)	Julie GRANDGIRARD
Ingénieur agricole (public)	Michel GUERIN
CJA de FAAA	Leilah HAMBLIN
Association des consommateurs Te Tia Ara	Vaihei TEHEI
Fonds paritaire de gestion (FPG)	Lucie TIFFONAT
Représentant de l'Etat	Teuea URIMA
Agricultrice	Béatrice VERNAUDON

Restitution des travaux

GROUPE 4

Q.2 - Quelles stratégies mettre en place pour développer les filières locales, tout en répondant aux attentes du consommateur en matière de santé et de développement durable ?

Les travaux de ce groupe ont volontairement porté sur le volet « économique » afin de proposer des solutions concrètes pour pallier aux problèmes liés à la production et à la disponibilité des produits sur le marché local.

- **Favoriser le regroupement des producteurs** localement pour répondre dans un premier temps aux besoins des marchés de proximité et développer ainsi les circuits-courts (à l'échelle de l'archipel notamment).
- **Contractualiser les achats** auprès des associations pour garantir sur l'année, un revenu régulier au producteur, et des prix stables au consommateur.
- **Inciter les communes à promouvoir l'utilisation des produits locaux** et à privilégier l'approvisionnement de proximité, en mettant en avant les arguments « santé » (santé des enfants) et « économique » (partenariat avec le SPCPF).
- **Favoriser et soutenir le transport inter-îles** des marchandises.
- **Protéger les zones agricoles.**
- **Favoriser le développement de la permaculture**, et encourager les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles moins gourmandes en intrants et en pesticides :
 - Information et Formation des agriculteurs ;
 - Mise en place d'un cahier des charges pour l'attribution des lots adapté au développement d'une agriculture durable.
- **Promouvoir les métiers de l'agriculture et la formation des acteurs.**
- **Promouvoir la consommation des produits de saison**, en mettant en avant l'argument santé et l'impact positif sur l'environnement, en poursuivant et en amplifiant la communication existante et par l'intermédiaire d'actions de promotion.

Restitution des travaux

GROUPE 3

Question retenue :

Question 3 - Quels leviers économiques et/ou organisationnels mettre en œuvre au niveau local pour garantir la transition vers une agriculture plus durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement ?

Participants : (11 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
Représentant de l'Etat	Vaihere ARAPARU
Association TAMA'A API COOP	Heiata BARRAL
Société Newrest	Poerava BOISSEAU
Association des consommateurs Te Tia Ara	Makalio FOLITUU
CJA de PAEA	Haamaura MOORIA
Département de la Biosécurité	Valérie ROY
Direction générale de l'Education et des Enseignements (DGEE)	Roland SANQUER
Centre d'Hygiène et de Salubrité Publique (CHSP)	Florence TOLZA
Représentant de l'Assemblée de Polynésie française (APF)	Brigitte VANIZETTE
Association APIS PORINETIA (Apiculteur)	Olivier VERGNET
Direction de l'Agriculture (DAG)	Maurice WONG

Restitution des travaux

GROUPE 3

Q.3 - Quels **leviers économiques et/ou organisationnels** mettre en œuvre au niveau local pour garantir la **transition** vers une agriculture plus durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement ?

La transition passe une prise de conscience collective des enjeux et la mise en place de leviers économiques incitatifs.

- **Subventionner les produits locaux** pour encourager leur consommation / Réduire les subventions ou aides allouées à l'importation.
- **Soutenir** financièrement **tous les acteurs qui optent pour une production agricole durable** et les accompagner dans leurs démarches afin qu'ils aient facilement accès à l'ensemble des moyens mis à leur disposition pour démarrer/développer leur activité.
- **Préserver les parcelles agricoles** existantes, et étendre la surface dédiée à l'agriculture en facilitant les démarches pour l'acquisition de terres agricoles tout en mettant à disposition des producteurs des espaces faciles d'accès.
- Améliorer l'**organisation des filières** pour une meilleure **répartition de la valeur**, en renforçant notamment le partenariat entre producteurs et transformateurs, et producteurs et distributeurs.
- Encourager la **diversification** de la production locale et rendre les produits locaux plus **accessibles** aux familles les plus modestes.
- S'appuyer sur la restauration (collective notamment via les cantines scolaires) pour développer l'approvisionnement de proximité (**circuits-courts**).
- **Sensibiliser la population** à l'intérêt de consommer des produits de saison et locaux en déployant/soutenant les projets promouvant une alimentation saine et durable (projets pédagogiques, dans les établissements scolaires, communaux, etc.).
- Garantir le **respect de la réglementation** en vigueur (renforcement et régularité des contrôles).
- Soutenir l'**agro-transformation** et encourager la **modernisation des exploitations** dans une perspective de développement durable.
- Mettre en valeur et soutenir les **acteurs du secteur primaire**.

ATELIER 1 : SYNTHÈSE

Les **principaux points stratégiques** identifiés comme prioritaires à l'occasion des travaux menés par les 4 tables rondes de l'Atelier 1 sont :

- ⇒ Capitaliser sur la **communication**.
- ⇒ Optimiser l'**organisation du secteur** et **structurer les filières**.
- ⇒ Renforcer le **soutien aux acteurs du secteur primaire** en développant la formation et en améliorant l'accompagnement à l'installation/développement de l'activité.
- ⇒ Développer l'**agro-transformation** et soutenir l'**innovation**.
- ⇒ Sensibiliser les consommateurs pour faire évoluer les **comportements alimentaires**.

Un axe plus transversal quant à lui, a également été régulièrement évoqué lors de la restitution des travaux et identifié comme levier majeur pour amorcer et réussir cette transition de l'agriculture polynésienne : le levier économique, pour inciter au changement, valoriser les produits locaux et les acteurs, et soutenir les pratiques et démarches durables.

Capitaliser sur la communication

*La « communication » pour **Inform**er, **Promouvoir**, **Collaborer**.*

Il est essentiel de développer une communication positive et efficace, qui serve et soutienne les ambitions d'une politique agricole pour le développement d'une agriculture durable.

❖ **Provoquer un prise de conscience (Consommateurs, Producteurs) :**

Les tables rondes l'ont souligné, la réussite de la transition écologique et solidaire de notre agriculture passe nécessairement par une prise de conscience collective de l'intérêt et des enjeux d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous.

Une communication simple, claire et régulière doit contribuer à informer le consommateur et les professionnels afin de les sensibiliser progressivement aux évolutions envisagées.

ATELIER 1 : SYNTHÈSE

Capitaliser sur la communication (suite...)

❖ Valoriser l'agriculture locale à travers ses produits et ses acteurs :

Toute promotion quelle qu'elle soit doit pouvoir s'appuyer sur une communication efficace, régulière et orientée vers l'objet à valoriser.

Les participants ont mis en exergue l'importance de communiquer davantage sur les produits locaux en valorisant notamment leurs qualités nutritionnelles et organoleptiques, mais ils ont également souligné le besoin de transparence vis-à-vis des contrôles effectués régulièrement par la Direction de l'Agriculture sur l'utilisation des pesticides en Polynésie française, ceci afin de lever toute ambiguïté sur les pratiques agricoles locales.

La communication à développer en ce sens doit ainsi permettre de :

- Rassurer et informer objectivement le consommateur, afin de l'encourager à soutenir le développement de l'agriculture locale,
- Soutenir et valoriser les acteurs œuvrant pour une agriculture durable, afin d'inciter notamment d'autres producteurs à faire évoluer leurs pratiques,
- Valoriser de manière générale le secteur primaire et rappeler son rôle fondamental dans le développement économique durable du Pays.

Comme l'ont exprimé certains participants, il est aujourd'hui nécessaire de « *redorer le blason de l'agriculture locale* ».

❖ Privilégier le dialogue interprofessionnel :

L'actualité du moment (lors de la tenue des ateliers) n'a fait que renforcer la conviction selon laquelle un développement pérenne des filières ne peut se faire sans l'établissement d'un dialogue constructif entre les différents acteurs du secteur, producteurs et distributeurs notamment. Il est ainsi indispensable d'instaurer et de garantir le maintien d'une communication libre et respectueuse entre et avec les professionnels, afin de rester à l'écoute de leurs besoins et de leurs attentes, et construire avec eux l'agriculture de demain.

ATELIER 1 : SYNTHÈSE

Optimiser l'organisation du secteur et structurer les filières

*Organiser pour **gagner en efficacité**, valoriser davantage le secteur et **pérenniser** les mesures mises en œuvre.*

Les tables rondes ont insisté sur la nécessité d'optimiser l'organisation du secteur primaire, par une meilleure **structuration des filières** notamment, **pour une plus grande performance économique** de l'agriculture locale.

Les enjeux sont de taille, et les actions à mettre en place, un préalable indispensable au développement d'une agriculture durable :

- Renforcer la collaboration entre les différents acteurs ;
- Garantir la régularité de l'approvisionnement / l'écoulement des productions locales, pour répondre aux besoins du marché local, avec une juste répartition de la valeur ;
- Valoriser les productions des archipels éloignés et en faciliter le transport ;
- Préserver les surfaces agricoles existantes, et augmenter leur nombre à moyen terme.

Renforcer le soutien aux acteurs du secteur primaire

*Soutenir et accompagner pour encourager l'**émergence de pratiques agricoles durables**.*

❖ **Accompagnement et soutien financier des porteurs de projets :**

Le développement de l'agriculture durable doit passer par un soutien fort et concret des porteurs de projets afin de valoriser leur démarche.

❖ **Démarches administratives facilitées, incitatives :**

Les démarches administratives actuelles peuvent encore être améliorées de façon à en faciliter la réalisation (ex : création d'un guichet unique centralisant l'ensemble des informations en un même lieu).

Des mesures incitatives (financières, de communication aux consommateurs) valorisant les démarches durables doivent également être mises en place pour encourager l'évolution des pratiques.

De la même manière, un accompagnement personnalisé du professionnel est indispensable pour lui permettre d'atteindre les objectifs visés et garantir ainsi la pérennité de sa démarche.

ATELIER 1 : SYNTHÈSE

Renforcer le soutien aux acteurs du secteur primaire (suite...)

❖ **Information, formation et sensibilisation des producteurs :**

Tout comme la formation initiale doit permettre au jeune de s'approprier les connaissances et techniques de base, indispensables à la mise en œuvre de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement dans son activité future, la formation continue doit permettre au producteur souhaitant faire évoluer ses pratiques, de bénéficier d'un accompagnement adapté à son activité et à sa situation, avec une mise à disposition de l'ensemble des outils et moyens (techniques et financiers) existants au niveau local.

Développer l'agro-transformation, soutenir l'innovation

*L'agriculture polynésienne doit résolument être tournée vers l'avenir, et **penser la production autrement.***

Promouvoir une alimentation durable c'est garantir la qualité des productions locales mais également encourager l'émergence de nouvelles filières locales qui valorisent ces produits et contribuent au développement économique du Territoire en proposant notamment une solution aux problématiques liées à l'insularité.

L'ensemble des travaux menés par les tables rondes s'entendent ainsi pour dire qu'il faut soutenir et développer la transformation des produits locaux au niveau local, tout en encadrant et en structurant l'activité afin de garantir la professionnalisation de la filière auprès des consommateurs.

ATELIER 1 : SYNTHÈSE

Sensibiliser les consommateurs

Eduquer, créer des interactions, pour faire évoluer les comportements alimentaires.

Les goûts et préférences alimentaires se forment très tôt dans la vie de l'individu, et influencent de façon significative les choix qu'il opère en tant que consommateur.

Le rapport à l'aliment est ainsi fortement conditionné par l'éducation, la culture à laquelle on appartient, les habitudes transmises par l'entourage, et par conséquent, la « proximité » et le degré de familiarité avec le produit.

❖ Promouvoir une alimentation saine et de qualité en milieu scolaire

Il est ainsi essentiel de transmettre dès le plus jeune âge les principes d'une alimentation saine et durable, en posant concrètement, au sein des établissements scolaires notamment, les bases des évolutions escomptées.

- ↳ Promotion des produits locaux dans la restauration collective : approvisionnement par les producteurs de la commune, visite d'exploitation par les scolaires, projets pédagogiques pour la valorisation des productions et des producteurs, garantie de la cohérence et du respect de la démarche dans l'enceinte et à proximité des établissements, etc.

❖ Créer des interactions entre (futurs) consommateurs et producteurs

Développer des initiatives qui visent à rapprocher le consommateur, des producteurs, participe également à la promotion des productions locales et valorise de la même manière le secteur primaire, avec de surcroît, un impact positif sur les comportements.

- ↳ Valorisation des circuits-courts,
- ↳ Développement des marchés de proximité à l'échelle d'une commune, d'un archipel.

LES ATELIERS POLYNÉSIENS

DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Renforcer l'attractivité des métiers de
l'agriculture et des filières alimentaires et
développer la formation

ATELIER 2



ATELIER 2

Renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation

Questions proposées :

1. Comment rendre les **métiers de l'agriculture et des filières alimentaires** plus **attractifs** ? *Quels leviers (financiers, techniques, organisationnels, etc.), quels secteurs d'activité développer ?*
2. Quelles **compétences** et/ou **techniques développer** au niveau local pour répondre aux enjeux d'une alimentation saine et durable ?
3. Comment valoriser les **connaissances et pratiques traditionnelles** en matière d'agriculture et de transformation/conservation des aliments ? *

** Cette question n'a finalement pas été traitée par les tables rondes, et n'a ainsi pas l'objet de travaux de réflexion.*

Participants :

(26 personnes)

Organismes/Entités représentés aux tables rondes
Agriculteurs
Agritech
API Formation
Association des consommateurs Te Tia Ara
Centre de Formation pour Adultes (CFPA)
CJA PAEA
Département de la Biosécurité
Direction de l'Agriculture (DAG)
Direction de l'Enseignement Catholique (DEC)
Direction de l'Environnement (DIREN)
Direction générale de l'Education et des Enseignements (DGEE)
DOCEO Formation
Fonds Paritaire de Gestion
Huilerie de Tahiti
Professionnel intervenant auprès des scolaires
Lycée professionnel agricole d'Opunohu (EPEFPA)
Maisons Familiales et Rurales (MFR)
Public
Syndicat des Industriels de Polynésie française (SIPOF)
Syndicat pour la Promotion des Communes (SPCPF)

Restitution des travaux

GROUPE 1

Question retenue :

Question 1 - Comment rendre les **métiers de l'agriculture et des filières alimentaires** plus **attractifs** ? *Quels leviers (financiers, techniques, organisationnels, etc.), quels secteurs d'activité développer ?*

Participants : (8 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
Association des consommateurs Te Tia Ara	Makalio FOLITUU
Huilerie de Tahiti	Henri LEDUC
Département de la Biosécurité	Valérie ROY
Lycée professionnel agricole d'Opunohu	Isabelle SYMAK
Direction de l'Enseignement Catholique (DEC)	Marc TRESCINSKI
Direction de l'Environnement (DIREN)	Francine TSIOU FOUC
Centre de Formation pour Adultes (CFPA)	Véronique TUMAHAI
Fonds Paritaire de Gestion	Marie-Odile TURGOT

Restitution des travaux

GROUPE 1

Q.1 - Comment rendre les métiers de l'agriculture et des filières alimentaires plus attractifs ?

Leviers techniques :

- Faciliter le passage dans le monde professionnel du jeune diplômé (pas toujours évident) en développant **des supports pédagogiques adaptés** au contexte local et à la réglementation en vigueur.
- Communiquer sur des **exemples concrets de réussite** pour valoriser l'agriculture et ses métiers.
- Mettre en place des **parcours à l'installation** (formation de base obligatoire, accompagnements technique et administratif existants).
- Favoriser le développement des **filières de qualité** (développement durable) pour une gestion durable et la préservation des ressources primaires.

Leviers organisationnels :

- Adopter une **organisation intégrée des filières** (penser la filière du début à la fin, de la production à la distribution en passant par la transformation).
- **Organiser et cadrer** davantage la **vente et la distribution** des produits alimentaires afin de préserver l'activité professionnelle des activités plus ponctuelles (ex : pêcheurs et agriculteurs du dimanche).
- Valoriser le secteur auprès du **public féminin** afin d'inciter un plus grand nombre de femmes à exercer les métiers de l'agriculture et des filières alimentaires.
- Renforcer le **rôle** de formation et d'organisation des filières **de la CAPL** afin d'éviter notamment les redondances ou « absences » dans certains domaines.
- Renforcer la **coordination/coopération** entre le **Pays** et les **communes** (ex : la gestion de l'eau, complexe dans certaines communes, et problématique pour les agriculteurs).
- Favoriser les **échanges d'expériences**, surtout sur des solutions résilientes, entre professionnels du secteur.

Leviers financiers :

- Communiquer sur les **aides à l'installation**.
- Développer les **prêts à taux 0%** pour les jeunes ou les nouveaux exploitants.

Restitution des travaux

GROUPE 2

Question retenue :

Question 1 - Comment rendre les **métiers de l'agriculture et des filières alimentaires** plus **attractifs** ? *Quels leviers (financiers, techniques, organisationnels, etc.), quels secteurs d'activité développer ?*

Participants : (9 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
Direction de l'Enseignement Catholique (DEC)	Vetea ARAIPU
Public	Mateata BAMBRIDGE
API Formation	Aline BESSIERES
Lycée professionnel agricole d'Opunohu	Alain COUTURIER
Fonds Paritaire de Gestion	Lucie MAIROTO
CJA PAEA	Haamaura MOORIA
Agriculteur	Moetini MOUTAME
SIPOF	Christophe PRUDENZANO
Direction de l'Agriculture (DAG)	Christine WONG

Restitution des travaux

GROUPE 2

Q.1 - Comment rendre les métiers de l'agriculture et des filières alimentaires plus attractifs ?

La gestion des surfaces agricoles :

- Inciter les agriculteurs à s'installer dans les archipels qui offrent des surfaces d'exploitation plus importantes, et améliorer le dispositif de transport des marchandises vers Tahiti et entre les îles.
- Proposer une attribution des surfaces exploitables sur critères, de façon à privilégier l'installation d'exploitants porteurs de projets innovants et proposant une approche durable (bio).

Les métiers de l'agriculture :

- Revaloriser l'**image du métier d'agriculteur** en s'appuyant sur une communication positive.
- Proposer une **présentation approfondie et globale du métier** lors de la formation, en exposant clairement aux jeunes étudiants les difficultés inhérentes à la nature même de l'activité mais en valorisant également les atouts et l'intérêt de cette dernière, les rassurant sur le fait qu'il est parfaitement possible de vivre convenablement de cette activité.
- Développer l'**offre de formation** en s'appuyant sur le SEFI et le CFPA.
- Encourager l'**innovation** et inciter les professionnels du secteur à se former à l'étranger afin d'enrichir les techniques et pratiques existantes au niveau local **dans une perspective de développement durable**.
- Mettre en place des **ateliers relais ou incubateurs**, lieux d'essai et de formation où le porteur de projet peut expérimenter la réalité du terrain inhérente à l'activité, sans grande prise de risque.
- Sectoriser les productions, et privilégier les **secteurs d'avenir**.
- **Diversifier l'offre de formation** vers des filières complémentaires (agroforesterie, élevage, déchets organiques, etc.), et encourager les jeunes à suivre ces cursus pour développer de nouveaux métiers au niveau local.
- Inciter/encourager les femmes à exercer les métiers de l'agriculture.

La promotion du secteur primaire :

- Développer et accompagner les **projets pédagogiques** de valorisation de l'agriculture durable et de ses métiers auprès du jeune public.
- Accompagner et soutenir les **projets coopératifs, solidaires et innovants** (initiés pour la plupart par les associations) qui valorisent les acteurs et les produits du secteur primaire.
- **Sensibiliser les consommateurs** à l'intérêt de consommer des produits de saison.

Restitution des travaux

GROUPE 3

Question retenue :

Question 2 - Quelles **compétences** et/ou **techniques développer** au niveau local pour répondre aux enjeux d'une alimentation saine et durable ?

Participants : (9 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
Direction de l'Agriculture (DAG)	Maire ARAI
Direction générale de l'Education et des Enseignements (DGEE)	Cathy BOLZE
DOCEO Formation	Sylvère LAMY
Fonds Paritaire de Gestion	Hinatea LEROUX
Syndicat pour la Promotion des Communes (SPCPF)	Mihirangi MOEROA
Maisons Familiales et Rurales (MFR)	Eunice URARII OTCENASEK
Lycée professionnel agricole d'Opunohu (EPEFPA)	Bruno ROZIER
Agritech	Gilles YAU
Intervenant auprès des scolaires / Agriculteurs	Alexis YIN SEN

Restitution des travaux

GROUPE 3

Q.2 - Quelles **compétences** et/ou **techniques développer** au niveau local pour répondre aux enjeux d'une alimentation saine et durable ?

En matière d'Education : *Mettre en place un contexte favorable à l'adoption de comportements alimentaires sains et durables, qui place la consommation des produits locaux au cœur de la dynamique.*

- Développer l'**éducation au goût** dans les établissements scolaires par la formation des professionnels de l'éducation (enseignants et/ou personnel encadrant le temps périscolaire, Chefs cuisinier et son équipe).
- Communiquer régulièrement auprès des élèves sur le secteur primaire (ses acteurs et ses produits).
- Encourager la présence systématique de **potagers pédagogiques** au sein des écoles, véritable outil à partir duquel développer les connaissances et compétences des élèves, toutes matières confondues.
- Garantir et préserver la **cohérence** de la démarche dans l'enceinte, et à proximité, des établissements scolaires (Actions sur les roulottes).
- Synchroniser le calendrier scolaire au calendrier agricole.
- Susciter l'émergence, et soutenir, les **opérations ou d'initiatives de sensibilisation** aux enjeux d'un développement durable de notre agriculture, à court, moyen ou long terme.
- Développer un véritable **partenariat** entre les établissements scolaires et les pépinières pour sensibiliser les jeunes à l'importance de planter.

Au niveau Institutionnel : *Poser des actions concrètes qui soutiennent les initiatives du secteur primaire en faveur d'une alimentation saine et durable.*

- Fournir un important effort en matière de **communication** sur le bien manger (sensibilisation sur l'intérêt pour la santé notamment de consommer des produits sains, valorisation des qualités intrinsèques des produits locaux).
- Mettre en place d'une **réglementation locale adaptée** en matière d'agriculture alimentaire.
- Pallier au manque de mises en situation pratiques dans les formations qualifiantes aux métiers de l'agriculture en développant notamment le **tutorat avec suivi**.
- Développer la **collaboration régionale** pour un partage des connaissances et des techniques/pratiques alternatives, adaptées aux problématiques de la région Pacifique.

Restitution des travaux

GROUPE 3

Q.2 - Quelles **compétences** et/ou **techniques développer** au niveau local pour répondre aux enjeux d'une alimentation saine et durable ?

Concernant le monde agricole :

- Développer la recherche sur les **méthodes de conservation** des produits pour pallier aux soucis de saisonnalité.
- Réactiver le **conseil agricole** auprès des professionnels dispensé par la CAPL.
- Donner la possibilité aux jeunes/agriculteurs qui le souhaitent, de suivre les **formations qualifiantes dispensées dans la région Asie-Pacifique**.
- Inviter les professionnels à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement par l'établissement d'un **partenariat entre le secteur privé et le secteur public**.
- Communiquer régulièrement sur **les systèmes de production durables** qui ont fait leur preuve, en mettant en avant des exemples concrets d'agricultures durables qui fonctionnent.
- Etablir des partenariats forts avec le secteur privé pour accroître le nombre de **structures d'accueil capables de proposer un véritable tutorat** aux jeunes apprentis.

ATELIER 2 : SYNTHÈSE

Les propositions issues des travaux de réflexion menés par les tables rondes de l'atelier 2, s'articulent autour de **2 axes principaux**, et proposent ainsi une **approche globale** de la thématique pour renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires :

- ⇒ **L'amélioration du système actuel** (formation, organisation du secteur primaire),
- ⇒ **La sensibilisation du grand public** (information des consommateurs et sensibilisation dès le plus jeune âge).

Le monde agricole

Faciliter l'accès aux métiers de l'agriculture et des filières alimentaires :

- Instaurer dans tout cursus une **mise en situation pratique** (Tutorat, Incubateur, Atelier relais),
- Proposer des **parcours à l'installation** et établir une communication claire et exhaustive sur les **aides à l'installation** existant sur le Territoire,
- Diversifier l'offre de formation (approche intégrée des filières, filières qualité),
- Favoriser l'accès aux **formations qualifiantes** proposées à l'extérieur du Pays (zone pacifique),
- Renforcer l'**accompagnement du porteur de projet** (démarches + conseil agricole),
- Faciliter l'accès aux terres destinées à l'exploitation agricole.

Susciter l'envie d'exercer ces métiers ou de développer l'activité et faire évoluer les pratiques :

- **Revaloriser l'image du métier d'agriculteur** (communication),
- Renforcer le **conseil agricole** auprès des professionnels,
- Faciliter l'accès à des formations de perfectionnement des techniques et pratiques (partenariat avec le secteur privé, collaboration régionale),
- Développer une concertation Pays-Communes pour faciliter et soutenir le développement de l'activité agricole,
- Encourager et soutenir financièrement les projets innovants,
- Structurer les filières et professionnaliser les secteurs où l'activité reste encore artisanale/ ponctuelle..

ATELIER 2 : SYNTHÈSE

La valorisation des métiers de l'agriculture auprès du **public féminin** a également été proposée par l'ensemble des participants, pour inciter un plus grand nombre d'entre elles à exercer dans ce secteur d'activité.

Toutefois, il est essentiel de noter que toutes ces démarches resteront vaines si le marché de l'emploi local ne permet pas d'absorber l'ensemble des professionnels de l'agriculture et des filières alimentaires ainsi formés, ou si ces derniers ne peuvent développer pleinement leur activité, du fait que la quasi totalité du marché local soit « absorbée » par une ou deux grandes sociétés.

La politique du Pays se doit d'être cohérente dans sa démarche globale vis-à-vis du développement du secteur primaire, et ce, quels que soient les mesures ou les engagements pris.

Le grand public

Les actions proposées à destination du grand public visent à la **promotion du secteur primaire auprès des (futurs) consommateurs** afin de les encourager à soutenir activement son développement, en les sensibilisant davantage aux **enjeux d'une alimentation durable** et par conséquent, au rôle fondamentale du secteur primaire.

Cette démarche participe à la **revalorisation des métiers de l'agriculture** et est susceptible de fait, de susciter des vocations auprès du jeune public.

Elle consiste principalement à :

- Encourager et participer au développement de **projets pédagogiques proposant une approche globale** (à l'échelle de l'établissement) pour la promotion d'une alimentation de qualité et valorisant la consommation des produits locaux (**éducation au goût**, potagers pédagogiques, visites d'exploitations, menus du restaurant scolaire, « restauration » à proximité, etc.)
- Organiser, structurer et pérenniser l'**approvisionnement en produits locaux dans la restauration collective**,
- Développer le **partenariat entre les services de l'agriculture et les acteurs** ou porteurs de projets œuvrant sur le terrain pour une alimentation saine et durable, et valorisant les acteurs du secteur.

ATELIER 2 : SYNTHÈSE

Communiquer efficacement et positivement

La communication reste essentielle pour :

- Présenter clairement la démarche proposée par le Ministère et ses enjeux,
- Valoriser les systèmes qui ont fait leur preuve, et par conséquent, amenés se développer sur le Territoire,
- Transmettre aux acteurs et partenaires l'information nécessaire à la bonne mise en œuvre des évolutions envisagées,
- Faciliter les échanges et partages entre professionnels et acteurs du secteur.

Les besoins ainsi exprimés par les participants vis-à-vis de la communication sont transversaux, concernant de fait les 2 principaux axes identifiés à l'occasion de ces travaux.

LES ATELIERS POLYNÉSIENS

DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?

ATELIER 3



ATELIER 3

Préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?

Questions proposées :

1. Comment **optimiser la participation des archipels éloignés** à la couverture des besoins alimentaires de la population ? *Quels moyens organisationnels, techniques, financiers, développer ?*
2. Quelles évolutions d'organisation envisager pour une **meilleure structuration des filières** ?
3. Quelles sont les **priorités** en matières de recherche et développement et d'innovation, pour étendre les pratiques agricoles durables sur le fenua ?

Participants :

(30 personnes)

Organismes/Entités représentés aux tables rondes
Agriculteur
Association des consommateurs Te Tia Ara
CJA PAEA
Conseil des Femmes
Département de la Biosécurité (BDS)
Direction de l'Agriculture (DAG)
Direction de l'Environnement (DIREN)
Direction de la Santé (DS)
Direction des Douanes
Direction générale de l'Education et des Enseignements (DGEE)
Direction générale des Affaires Economiques (DGAE)
Fonds Paritaire de Gestion
Public (Charpentier)
SIPOF
Société Newrest
SPG Bio Fetia
Syndicat pour la Promotion des Communes (SPCPF)
Temana Import (TMI)
Université de Berkley – Station GUMP de Moorea

Restitution des travaux

GROUPE 1

Question retenue :

Question 2 - Quelles évolutions d'organisation envisager pour une meilleure structuration des filières ?

Participants : (10 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
Direction générale des Affaires Economiques (DGAE)	Herenui CHANT
Conseil des Femmes	Marie EBB-RAIOAOA
SPG Bio Fetia	Heiva FAATAUIRA
Société Newrest	Alexandra JAFFUEL
CJA PAEA	Haamoura MOORIA
Département de la Biosécurité (BDS)	Valérie ROY
Temana Import (TMI)	Manutea SACHET
Direction de l'Agriculture (DAG)	Xavier TALARMAIN
Direction de l'Environnement (DIREN)	Francine TSIOU FOUC
Fonds Paritaire de Gestion	Marie-Odile TURGOT

Restitution des travaux

GROUPE 1

Q.2 - Quelles évolutions d'organisation envisager pour une meilleure structuration des filières ?

1. Clarifier et préciser le rôle de chacun des services en charge du secteur primaire (MPF, DAG, CAPL) et identifier les éléments bloquant la bonne circulation de l'information afin d'améliorer les échanges entre les différents acteurs, la **communication** et la concurrence.
2. Définir une **Politique agricole** qui s'appuie sur une vision claire du fonctionnement de chacune des filières (chiffres clés atouts, faiblesses) et qui définisse clairement des **objectifs chiffrés**.
3. Améliorer l'information et la formation des acteurs, renforcer le soutien technique et financier de ces derniers, et créer un **Guichet unique**, pour une meilleure coordination privé-public et pour faciliter les démarches administratives.
4. Sécuriser le **transport maritime** chargé d'affréter les marchandises depuis/vers les archipels éloignés pour y encourager l'installation des jeunes et rendre les filières des archipels plus attractives.
Définir un plan de prévention /d'urgence en cas de d'immobilisation d'un navire, surtout pour les lignes problématiques, afin de garantir la continuité des échanges.
5. Analyser les besoins et identifier les structures (d'abattage notamment) à mettre en place dans les différents archipels, afin de **coordonner efficacement les différents maillons des filières**, depuis la production, jusqu'à la distribution, en passant par l'abattage (élevage), et la transformation.
Privilégier les échanges entre les clients et les producteurs afin d'identifier précisément les besoins et attentes des consommateurs pour un développement optimal de l'**agro-transformation** sur le Territoire.
6. Optimiser le **système de contrôle** depuis la production jusqu'à la mise sur le marché des produits, en fusionnant les 2 services en charge de la réalisation de ces contrôles : Département de la Biosécurité (BDS) et le Centre d'hygiène et de salubrité publique (CHSP), pour avoir un unique interlocuteur, et pour garantir la qualité du processus global auprès des consommateurs (gage de sécurité).
7. Identifier les faiblesses de **fonctionnement des coopératives** actuelles et mettre en place les mesures correctives nécessaires afin de faciliter la commercialisation des productions des petites exploitations en encourageant la création de (nouvelles) coopératives.

Restitution des travaux

GROUPE 1

Q.2 - Quelles évolutions d'organisation envisager pour une meilleure structuration des filières ?

8. Allouer plus de moyens financiers à la recherche et améliorer la coordination entre les besoins (futurs) et les sujets de recherche au niveau local.

Recommandations générales :

- Instaurer dans le cursus de **formation** aux métiers de l'agriculture un socle obligatoire sur la gestion technique et la réglementation en vigueur sur le Territoire (environnement, hygiène alimentaire, traçabilité, etc.).
- Identifier et nommer un **coordonnateur** pour chacune des filières.
- Renforcer les équipes de certains services afin d'optimiser la coordination et le suivi des différents projets initiés par le Ministère.
- Améliorer la **communication sur l'utilisation des pesticides** en Polynésie française (Régularité et clarté des informations, transparence).

Restitution des travaux

GROUPE 2

Question retenue :

Question 1 - Comment **optimiser la participation des archipels éloignés** à la couverture des besoins alimentaires de la population ? *Quels moyens organisationnels, techniques, financiers, développer ?*

Participants : (10 personnes)

Organisme/Entité	Représentant(s)
Direction générale de l'Éducation et des Enseignements (DGEE)	Cathy BOLZE
Direction de la Santé (DS)	Marjorie BOURGES
SPG Bio Fetia	Noël CHOUNE
Université de Berkley – Station GUMP de Moorea	Neal DAVIS
Agriculteur	Vetearii LEHARTEL
Direction des Douanes	Didier MARTINEZ
Conseil des Femmes	Tevahine MAERAU
Temana Import (TMI)	Nuiata SACHET
Fonds Paritaire de Gestion	Lucie TIFFONAT
Direction de l'Agriculture (DAG)	Francis VOGNIN

Restitution des travaux

GROUPE 2

Q.1 - Comment **optimiser la participation des archipels éloignés** à la couverture des besoins alimentaires de la population ? *Quels moyens organisationnels, techniques, financiers, développer ?*

- **Renforcer l'accompagnement technique et financier** (montage des dossiers) des porteurs de projet en agro-transformation.
- Promouvoir et encourager l'installation d'**ateliers de transformation**, et favoriser le regroupement des producteurs par **coopérative** afin de faciliter la vente des produits issus de petites exploitations et favoriser le développement de l'agro-transformation en garantissant la pérennité de l'approvisionnement en produits bruts.
- **Développer/Créer des labels de qualité** pour valoriser les démarches « qualité » des acteurs du secteur, et encourager l'adoption de pratiques plus durables par l'ensemble.
- Mettre en place des mesures incitatives (financières notamment) pour **encourager l'installation de jeunes agriculteurs dans les îles**, dont les productions contribueront à couvrir les besoins des marchés de proximité.
- **Sécuriser le fret maritime** pour faciliter les échanges entre les îles et garantir la continuité de l'activité même en cas d'immobilisation d'un navire (« *pied d'égalité pour tous* »).
- **Encourager la diversité des productions agricoles** pour garantir des revenus plus pérennes aux producteurs et réduire le développement des maladies observé sur les monocultures, en valorisant notamment les spécificités culturelles propres à chaque archipel.
- Renforcer les **contrôles sur les « échanges » inter-îles** pour limiter la prolifération des pestes, et protéger les productions des archipels.
- Capitaliser sur l'**économie circulaire** par la **valorisation de certains déchets** (ex : bourre de coco dans les Tuamotu pour le paillage, le compost, les substrats de cultures bio, etc.) et déployer auprès des producteurs des dispositifs durables pour l'enrichissement/amélioration du sol.

Restitution des travaux

GROUPE 2

Q.1 - Comment **optimiser la participation des archipels éloignés** à la couverture des besoins alimentaires de la population ? *Quels moyens organisationnels, techniques, financiers, développer ?*

- S'appuyer sur les acteurs du secteur privé pour développer la **mécanisation des exploitations** afin d'optimiser la production, et promouvoir l'utilisation de nouvelles techniques, de nouveaux outils, qui contribuent au développement durable de l'agriculture locale.

Type d'investissements pour mécanisation :

- *mini-pelle : pour l'aménagement de l'espace afin qu'il soit le plus productif possible, pour limiter l'érosion, etc.,*
- *broyeur, : pour la valorisation des matières organiques et la fabrication du compost ou de la litière pour l'élevage,*
- *outil spécifique pour le désherbage mécanique et thermique.*

Remarque : Organiser des « Etats généraux » dans les archipels.

Restitution des travaux

GROUPE 3

Question retenue :

Question 3 - Quelles sont les priorités en matières de recherche et développement et d'innovation, pour étendre les pratiques agricoles durables sur le fenua ?

Participants : *(10 personnes)*

Organisme/Entité	Représentant(s)
Public (Charpentier)	Rémy BESSIERES
Association des consommateurs Te Tia Ara	Makalio FOLITUU
Conseil des Femmes	Chantal GALENON
Fonds Paritaire de Gestion	Nelly ITURAGI
Fonds Paritaire de Gestion	Lucie MAIROTO
Syndicat pour la Promotion des Communes (SPCPF)	Mihirangi MOEROA
Université de Berkley – Station GUMP de Moorea	Hinano MURPHY
SIPOF	Christophe PRUDENZANO
Agriculteur	Bruno VALLAIS
Direction de l'Agriculture (DAG)	Maurice WONG

Restitution des travaux

GROUPE 3

Q.3 - Quelles sont les priorités en matières de recherche et développement et d'innovation, pour étendre les pratiques agricoles durables sur le fenua ?

L'Alimentation : un Projet de société où chacun trouve son intérêt

Penser la problématique de l'Alimentation de façon globale, locale, en impliquant et collaborant avec l'ensemble des acteurs concernés :

- Définir une **politique globale** qui intègre le rôle de chacun : le gouvernement, les services, les communes, les associations, les acteurs du secteur privé, et les consommateurs.
- Travailler en étroite **collaboration avec l'Education** pour que les établissements scolaires soient un véritable **relais de la démarche** du Ministère auprès des familles notamment, et le véritable **reflet des changements à opérer** pour une alimentation plus saine, sûre, et durable.
- Intégrer systématiquement et valoriser les **spécificités de la culture polynésienne** dans tout projet de développement : lien à la terre, travail communautaire, difficultés à oraliser, etc.
- **Mobiliser les consommateurs** en leur rappelant leur rôle dans le développement durable de l'agriculture locale.

Les outils

- **Evaluer** les dispositifs et outils existant.
- Recenser et **valoriser les expériences locales** qui fonctionnent (communales, privées, associatives) pour pouvoir les développer.
- S'inspirer des dispositifs qui existent dans d'autres secteurs et qui pourraient parfaitement s'appliquer au secteur agricole pour répondre aux objectifs visés (Ex : Mettre en place la formation par **alternance**).

Les producteurs

- **Valoriser les métiers de l'agriculture** afin qu'ils ne soient plus un choix par défaut mais une véritable vocation.
- Préparer et former la **nouvelle génération d'agriculteurs** aux modes et systèmes de production respectueux de la santé des individus et de l'environnement, mais également à la **gestion entrepreneuriale**.

Restitution des travaux

GROUPE 3

Q.3 - Quelles sont les priorités en matières de recherche et développement et d'innovation, pour étendre les pratiques agricoles durables sur le fenua ?

Les producteurs (suite...)

- Reconsidérer l'activité dans sa globalité en tenant compte de **la réalité du terrain** et des difficultés rencontrées par les professionnels afin d'y apporter des solutions adaptées, et soutenir ainsi les acteurs dans leur activité.
- Construire une relation de confiance entre les différents intervenants et les agriculteurs en instaurant un **discours constructif**.

Les productions locales

- Elaborer un véritable **plan marketing** pour la promotion des produits locaux qui mette en avant leurs qualités nutritionnelles, leur goût, et l'impact de leur consommation sur l'environnement.
- Mettre en place un **étiquetage approprié**, parfaitement visible, pour informer et guider le consommateur dans ses choix, et l'amener progressivement à changer ses perceptions vis-à-vis des produits locaux.
- Développer les **gammes de produits** pour offrir un choix plus large et une alternative au consommateur, comme au producteur.
- Mettre en place des **indicateurs de gestion** pour améliorer/faciliter le calcul des coûts de production et d'exploitation, et offrir ainsi plus de visibilité sur les coûts réels et la rentabilité de l'activité.
- Appliquer le principe de **transparence** à une **communication efficace** : Communiquer sur l'utilisation des pesticides et les contrôles mis en place, la réglementation en vigueur, et les organismes de certifications « bio » qui existent sur le Territoire.
- Adopter une **démarche solidaire** en cohérence avec la politique globale proposée, en valorisant la surproduction (par la transformation) en faveur des familles les plus nécessiteuses.

Restitution des travaux

GROUPE 3

Q.3 - Quelles sont les priorités en matières de recherche et développement et d'innovation, pour étendre les pratiques agricoles durables sur le fenua ?

Les consommateurs

La transition de notre agriculture passe nécessairement par l'implication de tous, et des consommateurs notamment, afin que, par leurs habitudes alimentaires, ils soutiennent le développement durable du secteur primaire.

- Informer, sensibiliser les consommateurs aux **enjeux locaux d'une alimentation saine et durable**.
- Rassurer le consommateur sur les **pratiques agricoles locales** en valorisant et promouvant notamment les expériences et initiatives probantes des producteurs.
- Considérer, dans la communication auprès des consommateurs, le **rôle important des mères de famille** dans la transmission des habitudes alimentaires.

ATELIER 3 : SYNTHÈSE

Pour relever le défi d'une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique, le développement de l'agriculture locale doit s'appuyer sur une **politique agricole solide, concertée**, qui conçoit la problématique de **l'alimentation comme un vrai projet de société**, où chaque acteur est considéré et valorisé pour le rôle qu'il a à jouer dans le système.

Une vision claire de la situation actuelle (atouts, faiblesses, éléments bloquants, leviers d'action, outils et dispositifs existants) est essentielle pour définir avec précision les objectifs (chiffrés notamment) à atteindre et donner le cap à l'ensemble des parties prenantes.

La politique agricole doit ainsi se baser sur les **4 principaux piliers** identifiés par les groupes de travail, pour la mise en œuvre de sa démarche :

- ⇒ Un **système structuré**, performant, qui intègre, valorise et répond aux spécificités locales, culturelles.
- ⇒ Des **acteurs valorisés**, soutenus et reconnus dans leur activité, à travers une formation performante intégrant les spécificités du contexte local, et un accompagnement global et adapté par des professionnels.
- ⇒ Des **productions locales hautement considérées** à travers :
 - la mise en place de pratiques agricoles respectueuses de la santé des individus et de l'environnement,
 - une communication active appropriée,
 - une offre en produits locaux répondant aux attentes des consommateurs en matière de qualité, quantité, diversité, variété et d'accessibilité.
- ⇒ Des **consommateurs rassurés et acteurs du développement** du secteur primaire, grâce à :
 - Une communication transparente, claire, régulière et accessible à tous sur les activités du secteur primaire,
 - Une sensibilisation du public dès le plus jeune âge à travers le développement de projets pédagogiques, coopératifs, solidaires sur les enjeux d'une alimentation durable,
 - La mise en application directe dans les établissements scolaires, avec la collaboration des communes et de l'Education, des principes mêmes d'une alimentation de qualité, saine, sûre, durable et accessible à tous.

ATELIER 3 : SYNTHÈSE

Un système structuré et performant

- Création d'un **guichet unique** performant pour :
 - faciliter les démarches administratives,
 - proposer un accompagnement technique et financier au montage des dossiers,
 - communiquer sur les dispositifs d'aides destinés aux acteurs du secteur primaire,
- Optimisation du fonctionnement des **coopératives**,
- Sécurisation/facilitation du **transport maritime** des marchandises entre les îles,
- Protection des **surfaces agricoles**, et aide à l'installation de jeunes producteurs dans les îles,
- Renforcement de la veille et des contrôles sur les échanges inter-îles pour limiter la prolifération des pestes,
- **Approche intégrée des filières**, avec identification d'un coordonnateur par filière, pour une meilleure structuration et une plus grande performance,
- Développement structuré et encadré de l'**agro-transformation**,
- Recensement et **évaluation** régulière des outils et dispositifs existants,
- Redynamisation et soutien du secteur « Recherche & développement ».

Des acteurs valorisés et soutenus

- Actions/opérations de **valorisation des métiers** de l'agriculture et des filières alimentaires,
- **Formation initiale adaptée** au contexte polynésien (outils et supports adaptés aux problématiques locales) intégrant un socle dédié à la gestion entrepreneuriale et une mise en situation pratique obligatoire (tutorat, formation en alternance, atelier-relais, etc.),
- **Parcours à l'installation** concis et précis, accessible à tous.
- Formation continue répondant aux besoins et attentes des acteurs, en cohérence avec les objectifs de la politique agricole locale, et adaptée aux problématiques rencontrées sur le terrain.
- Renforcement du **conseil agricole** auprès des acteurs.
- Accès facilité aux **outils, matériel et techniques** innovants et performants, en collaboration avec le secteur privé (mécanisation des exploitations, formation aux techniques durables, etc.),
- Mise à disposition d'**indicateurs de gestion** pour faciliter le calcul des coûts réels, de la rentabilité d'une exploitation.

ATELIER 3 : SYNTHÈSE

Des productions locales hautement considérées

- Création de **labels de qualité** :
 - Reconnaissance et valorisation des démarches respectueuses de la santé des individus et de l'environnement,
 - Renforcement des contrôles garantissant la qualité sanitaire des produits, depuis leur production, jusqu'à la mise sur le marché,
 - Marketing performant (étiquetage, publicité).
- Diversification de l'offre en produits locaux et développement de gammes,
- Campagne de communication pour la promotion des produits locaux.

Des consommateurs rassurés et acteurs du développement

- Communication régulière sur l'**utilisation des pesticides** en Polynésie française,
- Actions/opérations d'**information** et de **sensibilisation sur les enjeux d'une alimentation durable** et le rôle du secteur primaire,
- Approvisionnement des **restaurants scolaires** en produits locaux,
- Incitation au développement et soutien de **projets innovants** pour promouvoir en alimentation saine et durable à travers la valorisation des produits locaux.

LES ATELIERS POLYNÉSIENS

DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Parce que l'avis de tous compte...

CONSULTATION PUBLIQUE



Consultation publique

- **Durée de la consultation :**

7 jours (du 09 octobre à 18h au 16 octobre à minuit)

- **Format :**

Formulaire anonyme à renseigner en ligne depuis le site de la CAPL, les pages Facebook de la CAPL et de la DAG.

Toutes les questions clés de chaque atelier étaient présentes sur le formulaire, soit 9 questions au total. L'internaute était libre de répondre aux questions de son choix.

- **Communication réalisée sur la consultation :**

2 émissions radio programmées le jour de l'ouverture officielle des ateliers :

- Emission « *L'invité Café* » sur Polynésie 1^{ère} à 7h30 le lundi 09 octobre 2017.
- Emission « *A vous la parole* » sur Radio1 à 11h30 le lundi 09 octobre 2017.

*Le projet de communication initial prévoyait également la réalisation d'un **communiqué de presse** le mercredi 11 octobre, suite la clôture des ateliers, afin d'inviter de nouveau le public à s'exprimer sur le sujet via le formulaire créé spécialement pour la consultation publique. Il n'a finalement pas été rédigé.*

- **Participants : 14 personnes**

- Sexe : 8 femmes et 6 hommes
- Âge: 26 à 57 ans
- Activité :
 - **13 Actifs** : Agent communal, Ingénieur, Pâtissière, Agricultrice, Restauratrice, Conseiller de clientèle, Enseignant, Technicien informatique, Educatrice spécialisée, Chef d'entreprise, Technicien informatique, Responsable commercial, Menuisier.
 - **1 retraité**
- Commune : Résidents de Tahiti, Moorea (Archipel de la Société) et Rapa

- **Contribution aux ateliers :**

	ATELIER 1			ATELIER 2			ATELIER 3		
	Q1	Q2	Q3	Q1	Q2	Q3	Q1	Q2	Q3
Nbre de participants	12	12	12	1	1	2	4	1	4

Consultation publique

ATELIER 1 (*Transition écologique et solidaire – Alimentation durable*)

Question 1 : Comment réduire la **dépendance liée aux intrants** (pesticides, antibiotiques, antiparasitaires, biocides, engrais minéraux, alimentation animale) ?

- **Interdire** leur importation et privilégier l'importation d'intrants biologiques,
- **Taxer** fortement les intrants qui ne respectent pas l'environnement et la santé des individus,
- Taxer les produits qui ne sont pas issus de l'agriculture biologique, afin de rendre plus accessibles les produits « bios »,
- **Renforcer le contrôle phytosanitaire** aux frontières pour limiter l'entrée sur le Territoire des maladies et pestes,
- Encourager activement le développement de la **permaculture** et instaurer l'utilisation des **auxiliaires de culture**,
- Renforcer la **formation** et l'**accompagnement technique des producteurs** pour leur permettre de cultiver sans pesticides,
- **Communiquer** largement sur les systèmes de production performants qui n'utilisent pas de pesticides,
- Procéder à des **études de sol** pour une meilleure connaissance de leurs écosystèmes et de leur composition chimique afin de proposer aux producteurs des techniques agricoles adaptées,
- **Valoriser les déchets organiques** pour la production de compost biologique,
- Se fixer un **objectif concret à long terme** (100% agriculture biologique à l'horizon 2025).

Consultation publique

ATELIER 1 (*Transition écologique et solidaire – Alimentation durable*)

Question 2 : Quelles **stratégies** mettre en place **pour développer les filières locales**, tout en répondant aux attentes du **consommateur** en matière de santé et de développement durable ?

- **Taxer** les produits issus de pratiques agricoles non durables,
- **Financer le développement des filières « bios »** grâce aux taxes perçues des produits issus de l'agriculture conventionnelle (cf. précédemment) et à la taxe à l'environnement,
- **Subventionner l'agriculture biologique**, créer des aides destinées aux :
 - jeunes agriculteurs souhaitant se lancer dans ce type d'agriculture,
 - agriculteurs souhaitant changer leurs pratiques pour le biologique, avec un versement échelonné, dépendant des résultats des contrôles réguliers réalisés pendant la phase de transition.
- Encourager l'émergence des **circuits-courts** afin de mettre en relation les consommateurs et les producteurs, privilégier le développement des **marchés communaux**,
- Encourager/privilégier le déploiement des **jardins partagés** ou **potagers urbains**,
- Capitaliser sur les **atouts**, le **potentiel des archipels** pour diversifier les productions et organiser les filières,
- **Valoriser les métiers de l'agriculture**, leur redonner leurs notes de noblesse, **promouvoir les produits locaux**,
- Insister sur la **communication** pour **sensibiliser le consommateur** aux enjeux d'une alimentation saine et de qualité (ex : petits films en tahitien et en français),
- Faciliter l'accès/Proposer aux producteurs des **formations en agroécologie**, et renforcer l'accompagnement technique de ces derniers,
- **Renforcer les contrôles** sur les pratiques agricoles dans les exploitations.

Consultation publique

ATELIER 1 (*Transition écologique et solidaire – Alimentation durable*)

Question 3 : Quels **leviers économiques et/ou organisationnels** mettre en œuvre au niveau local pour garantir la **transition** vers une agriculture plus durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement ?

- **Revaloriser les métiers de l'agriculture** en permettant aux producteurs d'en tirer une rémunération tout à fait satisfaisante,
- Privilégier les **circuits-courts** pour garantir une **répartition juste de la valeur**,
- **Responsabiliser les producteurs** vis-à-vis de leurs pratiques en taxant davantage ceux qui n'adoptent pas des pratiques respectueuses de la santé des individus et de l'environnement,
- Mettre en place une **fiscalité qui encourage la transition écologique et solidaire**, en récompensant/valorisant les pratiques et démarches pour le développement d'une agriculture durable, et en taxant celles qui ne le font pas,
- Développer des systèmes de valorisation de la réduction de l'impact d'une activité sur l'environnement (ex : empreinte carbone),
- **Préserver les surfaces** dédiées à l'exploitation agricoles,
- **Solliciter l'expertise de spécialistes** de l'agriculture durable locaux et étrangers, pour accompagner les décideurs dans leurs orientations,
- Communiquer en toute transparence sur l'**utilisation des pesticides chimiques** en Polynésie française (quantités vendues à l'année), afin de permettre au consommateur de prendre clairement conscience des enjeux sanitaires et environnementaux,
- Encourager/Faciliter les **échanges de produits locaux entre les îles** afin de réduire autant que possible l'envoi de produits importés,
- Accompagner autant les producteurs que les consommateurs dans cette transition, et les sensibiliser aux **différentes alternatives** qui existent,
- Encourager les **actions de sensibilisation au sein des écoles**, et impliquer les parents.

Consultation publique

ATELIER 2 (*Attractivité des métiers de l'agriculture/filières alimentaires*)

- Développer les débouchés susceptibles de tirer la production vers des pratiques plus durables,
- S'inspirer des **techniques traditionnelles** et les transmettre aux jeunes générations,
- Créer des **émissions pédagogiques** valorisant les métiers de l'agriculture et des filières alimentaires, ainsi que les produits locaux, et qui seraient diffusées régulièrement à la TV.

Consultation publique

ATELIER 3 (Préparer l'avenir)

Question 1 : Comment **optimiser la participation des archipels éloignés** à la couverture des besoins alimentaires de la population ? *Quels moyens organisationnels, techniques, financiers, développer ?*

- **Capitaliser sur les atouts** et sur le **potentiel culturel** propres à chaque archipel (spécialisation des archipels pour un ou plusieurs types de cultures),
- Créer/Mettre à disposition, dans les îles, les **structures** et les **moyens** nécessaires au bon développement du secteur primaire, et faciliter l'acheminement des productions vers les autres îles,
- **Susciter l'envie chez les jeunes** d'exercer des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires (incitation financière, rendre les surfaces agricoles habitables pour l'agriculteur,...),
- Identifier avec les communes les **possibilités de développement** dans les îles afin d'orienter au mieux les jeunes vers des **formations précises** et proposer un suivi technique et financier de leur projet lors de sa mise en œuvre,
- Proposer un **accompagnement global** (technique, financier, administratif) et performant des porteurs de projets souhaitant développer l'agrotransformation,
- Développer les filières « qualité » (ex : production d'huile vierge de coco dans les Tuamotu, à valeur ajoutée plus importante que le coprah),
- Rendre les surfaces agricoles des Tuamotu exploitables,
- **Limiter la dépendance à l'importation** de produits alimentaires depuis Tahiti :
 - Développer les filières de transformation pour faciliter la conservation des produits,
 - Sécuriser le transport maritime des marchandises,
 - Favoriser la diversification de la production de chaque exploitation, afin de couvrir à minima les besoins des habitants en cas d'immobilisation d'un navire notamment,

Consultation publique

ATELIER 3 (Préparer l'avenir)

Question 3 : Quelles sont les priorités en matières de **recherche et développement et d'innovation**, pour étendre les pratiques agricoles durables sur le fenua ?

- **Dynamiser le secteur** Recherche & Développement, véritable moteur en matière d'innovation et de performance économique, avec le potentiel d'offrir un rayonnement régional, voire mondial.
- Orienter les recherches vers le **biologique** et le **développement durable** en s'inspirant des nombreuses solutions alternatives existant (traitement biologique, agroforesterie, culture associée, utilisation de semences plus résistantes, etc.)
- Mettre à disposition agriculteurs les informations facilement,
- Développer/perfectionner les systèmes/techniques existant pour la **fertilisation des sols** (ex : ferme de l'île d'eden sur Tikehau),
- Approfondir les recherches sur les **traitements biologiques contre les maladies** comme celui utilisé sur Tahiti contre le « *Banana Bunchy Top* »,
- S'appuyer sur la **mécanisation des exploitations** pour améliorer les rendements de production :
 - Broyeur : permet de réutiliser la matière organique pour produire du compost (fertilisation, traitements), du paillage (limitation de l'évaporation et enrichissement de la vie du sol),
 - Pelles mécaniques : aménagement du terrain (surtout ceux en pente) pour optimiser la production en créant des écosystèmes productifs (baissière sur les courbes de niveau pour maximiser l'infiltration d'eau et limiter l'érosion, plantation, irrigation...)
 - Tracteur de taille et puissance adapté au terrain (beaucoup de tracteurs sont surdimensionnés par rapport à la taille des exploitations),
 - Vrai motoculteur pour les endroits difficile d'accès pour les tracteurs,
 - Matériels de plantation et récolte simple pour maximiser les rendements.

LES ATELIERS POLYNÉSIENS

DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Que retenir de ces ateliers ?

SYNTHÈSE GÉNÉRALE



Synthèse des travaux

Il est intéressant de noter que l'ensemble des travaux des ateliers et de la consultation publique auprès de la population met en exergue des **préoccupations communes** qui font **consensus** tant sur les problématiques soulevées que sur les solutions à apporter, les actions à mettre en œuvre.

Ces éléments traduisent véritablement le **besoin de faire évoluer les pratiques agricoles** pour tendre vers une agriculture durable, respectueuse de la santé des individus et de l'environnement. Une agriculture moderne, qui avance avec son temps pour répondre aux enjeux du 21^{ème} siècle tout en préservant **les spécificités polynésiennes et les acteurs du changement au cœur de la dynamique**.

Cette transition doit s'appuyer sur une **organisation structurée du secteur primaire**, qui propose une **approche intégrée des filières**, valorise les productions et spécificités des archipels comme un véritable atout pour le développement économique, et qui s'appuie sur une **collaboration constructive entre acteurs** du secteur public et du secteur privé.

Elle ne peut se faire sans une **politique agricole claire et engagée** pour le changement, proposant une vision précise des objectifs à atteindre et mettant en œuvre les moyens nécessaires à l'accompagnement et au soutien des professionnels, avec une approche globale de la thématique de l'alimentation.

Le **levier économique** reste un moyen incitatif efficace pour faire évoluer les pratiques et soutenir ainsi les acteurs qui œuvrent pour le développement durable du Pays (subventions en soutien des démarches souhaitées, taxation des produits et pratiques non durables).

Mais d'autres leviers existent également pour impulser et accompagner la transition écologique et solidaire de l'agriculture locale : la **formation** et **l'information**.

- Une formation initiale adaptée au contexte local et répondant aux enjeux et aux besoins du développement durable.
- Une formation aux nouvelles techniques et technologies et un accompagnement des producteurs performants (adaptés, cohérents, clairs), pour encourager l'évolution des pratiques agricoles.

L'**information régulière**, claire et précise, des acteurs du secteur mais également des **consommateurs** reste essentielle pour encourager l'évolution des comportements et valoriser et soutenir les démarches mises en œuvre.

En effet, pour être efficace et atteindre les objectifs escomptés, l'approche de la politique agricole se doit d'être globale, considérant le sujet de **l'Alimentation comme un véritable projet de société**, et mobilisant de fait l'ensemble des acteurs.

Synthèse des travaux

L'évolution du système agricole actuel ne peut en effet se faire sans un **changement des comportements des consommateurs**.

C'est pourquoi, toutes les tables rondes l'ont souligné, la **communication** demeure l'un des éléments clés pour créer ce **cercle vertueux où l'offre tire la demande, et vice-versa**.

Ce besoin de communication mis en exergue par les travaux s'exprime à différents niveaux :

- des services vers les acteurs (démarches, aides, systèmes/ techniques/pratiques durables, conseil agricole),
- au sein des services et entre services en charge du secteur primaire,
- entre les différents acteurs au sein d'une même filière (collaboration constructive),
- entre acteurs du secteur public et du secteur privé (partenariat, collaboration active),
- sur les pratiques agricoles locales auprès du consommateur (utilisation des pesticides),
- pour valoriser le secteur primaire (rôle fondamental du secteur, des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires, pratiques durables existant sur le Territoire, qualités nutritionnelles des produits locaux, enjeux pour le développement durable, etc.)

Enfin, un **autre levier important** à considérer, concerne le rôle de l'**éducation** dans l'évolution des comportements alimentaires mais également des pratiques agricoles, en sensibilisant dès le plus jeune âge les citoyens de demain aux enjeux d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous.

Cette sensibilisation ne doit pas simplement se cantonner à la transmission d'informations, mais doit véritablement s'inscrire **de façon concrète dans le quotidien** des élèves, **au sein des établissements scolaires notamment**, en collaboration avec les **communes** :

- Installation de potagers pédagogiques/ jardins partagés,
- Education au goût,
- Démarche globale de l'établissement et au sein de la commune pour le développement durable,
- Approvisionnement en produits locaux du restaurant scolaire,
- Actions de proximité avec les acteurs du secteur primaire,
- Valorisation des circuits-courts,
- Etc.

L'alimentation concerne tous les citoyens, et le soutien des consommateurs est essentiel au développement durable du secteur primaire.

Ces travaux ont ainsi permis de confirmer le réel besoin de changement, soulignant pour ce faire la nécessité de mettre en place une politique agricole globale, structurée, capable de garantir la cohérence et la pérennité de ses actions.